

BX

1805

N65

UNIVERSITÉ DE TOULOUSE — FACULTÉ DE DROIT

DU

VETO D'EXCLUSION

EN MATIÈRE D'ÉLECTION PONTIFICALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Gabriel VIDAL

TOULOUSE

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ÉDOUARD PRIVAT

Librairie de l'Université

14, RUE DES ARTS, 14 (SQUARE DU MUSÉE)

1906

MAY 2 1906
BX
1805
N65

UNIVERSITÉ DE TOULOUSE — FACULTÉ DE DROIT

DU
VETO D'EXCLUSION

EN MATIÈRE D'ÉLECTION PONTIFICALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Gabriel VIDAL

TOULOUSE

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ÉDOUARD PRIVAT

Librairie de l'Université

14, RUE DES ARTS, 14 (SQUARE DU MUSÉE)

—
1906

Class H E

Book V667

University of Chicago Library

GIVEN BY

Exc. Univ. Theses

Besides the main topic this book also treats of

Subject No.

On page

Subject No.

On page

CARDS MADE

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE TOULOUSE

- MM. A. DELOUME, *, Doyen, professeur de Droit romain.
PAGET, *, Doyen honoraire, professeur de Droit romain.
CAMPISTRON, professeur de Droit civil.
WALLON, professeur de Droit civil.
BRESSOLLES, professeur de Procédure civile.
VIDAL, professeur de Droit criminel.
HAURIUO, professeur de Droit administratif.
ROUARD DE CARD, professeur de Droit civil.
MÉRIGNHAC, *, professeur de Droit international public et
de Législation et Économie coloniales.
HOUQUES-FOURCADE, professeur d'Économie politique.
FRAISSAINGEA, professeur de Droit commercial et de Droit
maritime.
MARIA, professeur d'histoire du Droit public et de principes
du Droit public.
GHEUSI, professeur de Droit international privé, chargé des
cours de Droit civil comparé et de Législation et Économie
rurales.
FERRADOU, professeur d'histoire générale du Droit.
MESTRE, professeur de Législation française des finances et
de Science financière.
EBREN, agrégé, chargé du cours de Droit constitutionnel.
MAGNOL, docteur en droit, suppléant.
POLIER, fonction d'agrégé, chargé des cours de Législation et
Économie industrielles et d'histoire de Doctrines écono-
miques.
HABERT, *, licencié en droit, secrétaire des Facultés de
Droit et des Lettres.
POUBELLE, G. O. *, ancien ambassadeur de France, pro-
fesseur honoraire.

PRÉSIDENT DE LA THÈSE : M. MÉRIGNHAC.

SUFFRAGANTS { M. HAURIUO.
M. FERRADOU.

*La Faculté n'entend approuver ni désapprouver les opinions
particulières du candidat.*

UNIVERSITÉ DE TOULOUSE — FACULTÉ DE DROIT

DU

VETO D'EXCLUSION

EN MATIÈRE D'ÉLECTION PONTIFICALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

Gabriel VIDAL

TOULOUSE

IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ÉDOUARD PRIVAT

Librairie de l'Université

14, RUE DES ARTS, 14 (SQUARE DU MUSÉE)

1906

BX 1805

V65

283809

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

***. *Magnum Bullarium Romanum* (Editio Taurinensis, 1857 et suiv.).

WERNZ. *Jus decretalium*; Romæ, 1899.

DE ANGELIS. *Prælectiones juris canonici*; Romæ Parisiis, 1877.

***. *Pouvoir du Pape au Moyen-âge*; Paris-Lyon, 1847.

J. DE MAISTRE. *Du Pape*.

BOMPART. *La Papauté en Droit international*; Paris, 1888.

IMBART-LATOÛR. *La Papauté en Droit international*; Paris, 1893.

VERGNES. *La condition internationale de la Papauté*; Toulouse, 1905.

BIGNON. *Traité de l'élection du Pape*; Paris, 1655 (Réimprimé à Paris en 1874).

CARTWRIGHT. *Constitutions des Conclaves pontificaux* (Traduit de l'anglais); Paris, 1872.

TRAVERS. *Essai historique sur l'élection des Papes*; Paris, 1875.

BERTHELET. *La elezione dei Papi*; Roma, 1903.

48681A

OUVRAGES SPÉCIAUX

PARTIE HISTORIQUE.

- RANKE. *Les Papes romains, leur Eglise et leur Etat aux seizième et dix-septième siècles* (Traduction A. de Saint-Chéron); Paris, 1838.
- DUCHESNE. *Histoire des Papes*; Paris, 1616.
- CICCARELLI. *Vite dei Pontefici romani*; Roma, 1688.
- BONANNUS. *Historia summorum Pontificum*; Romæ, 1699.
- BRUYS. *Histoire des Papes*; La Haye, 1732.
- Comte A. DE BEAUFORT. *Histoire des Papes*; Paris, 1841.
- ARTAUD. *Histoire des Souverains Pontifes jusqu'au règne de Pie VI*; Paris, 1847.
- BIANCHI GIOVINI. *Storia dei papi*; Torino, 1850.
- PETRUCCELLI DELLA GATTINA. *Histoire diplomatique des Conclaves*; Bruxelles, 1864.
- LUCIUS LECTOR. *Le Conclave*; Paris, 1894.
- Cardinal DU PERRON. *Ambassades et négociations*; Paris, 1633.
- Maréchal d'ESTRÉES. *Récit du Conclave dans lequel Grégoire XV fut élu pape* (PETITOT. *Collection des Mémoires relatifs à l'Histoire de France*); Paris, 1819.
- RIBIER. *Lettres et mémoires d'Estat*; Paris, 1666.
- HANOTAUX. *Recueil des Instructions aux ambassadeurs de France* (tome VI, Rome); Paris, 1888.
- GIOVANNI BERTHELET. *Conclavi Pontefici et cardinali nel secolo IX. Atti concernenti la malattia, morte ed elezione del Papa*; Torino-Roma, 1903.

CIPOLETTA. *Memorie storiche sui Conclavi da Pio VII a Pio IX*; Milano, 1863.

DARDANO. *Diario dei Conclavi*; Firenze, 1872.

CHATEAUBRIAND. *Mémoires d'outre-tombe*.

GUIZOT. *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon temps*; Paris, 1868.

BONGHI. *Pio IX ed il papa futuro*; Milano, 1877.

DE CESARE. *Il Conclave di Leone XIII*; Roma, 1888.

« UN TÉMOIN ». *Les derniers jours de Léon XIII et le Conclave*; Paris, 1904.

PARTIE DOCTRINALE.

BUDER. *Vindiciæ juris imperatorii adversus Urbis Romæ Episcopos*; Ienæ, 1719.

BURCHARD-MAI. *De Romani Pontificis electione Cæsarumque circa eam jura*; Kiel, 1729.

KEMMERICH. *De jure Imperatoris circa constituendum Ecclesiæ Romanæ Caput*; Ienæ, 1730.

ESTOR. *Commentatio de Jure Exclusivæ*; Ienæ, 1749.

LEY. *Quid de Exclusiva quam Imperator dare solet* (Ap. BARTHEL, *Opuscula juridicia*); Bamberg, 1771.

HAMMER. *De jure principis catholici circa sacra*; Heidelberg, 1774.

X***. *Über die Rechte der Regierungen beim Conclave*; Munich, 1772.

X***. *Ein Worth über die Papstwahl*; Berlin, 1872.

X***. *Die Papstwahl nach ihrer geschichtlichen Gestaltung und dem geltenden Recht*; Prague, 1874.

LORENZ. *Papstwahl und Kaiserthum*; Berlin, 1874.

BONGHI. *Il Conclave e il diritto dei governi*; Milano, 1872.

WAHRMUND. *Das Ausschliessungsrecht der Katholischen Staaten*; Wien, 1888.

WAHRMUND. *Beiträge zur Geschichte des Exklusions Rechtes*; Wien, 1890.

SÄGMÜLLER. *Die Papstwahlen und die Staaten*; Tübingen, 1890.

SÄGMÜLLER. *Die Papstwahlbullen und das staatliche Recht der Exklusive*; Tübingen, 1892.

LUCIUS-LECTOR. *Le Conclave et le Veto des gouvernements*; Lyon, 1894.

INTRODUCTION

Le 2 août 1903, soixante-deux cardinaux composaient le conclave que la mort de Léon XIII avait réuni, lorsque l'un d'eux prononça le *veto* d'exclusion contre le cardinal Rampolla, au nom de François-Joseph, empereur d'Autriche, roi apostolique de Hongrie.

Aussitôt, le Sacré-Collège s'agita, des protestations calmes ou véhémentes s'élevèrent; au dehors, la *fièvre du conclave* se prolongea longtemps après l'élection du cardinal Sarto et l'on mena grand tapage autour de l'intervention impériale.

Les uns la présentèrent comme un abus de pouvoir, un empiétement intolérable de la puissance civile sur les droits de l'Église; comme un attentat contre son indépendance, une violation de ses lois, une tyrannie de la force.

Ceux-là réclamaient la condamnation immédiate du *veto* et assuraient que le nouveau pape allait ordonner que chaque cardinal, au moment de sa création, prêterait le serment de ne jamais prononcer un *veto* au nom de son gouvernement et que les cardinaux déjà créés prèteraient à leur tour un serment semblable. D'après eux, le Sacré-Collège s'était réuni et avait pris une délibération définitive en vue d'empêcher pour l'avenir l'exercice d'un abus pareil¹.

D'autres, au contraire, voulurent justifier le *veto* : ils le présentèrent sous les traits d'un droit incontestable et presque sacré qui avait les siècles pour fondement.

Puis, le silence se fit sur cette affaire, comme sur tant d'autres ; les controverses s'éteignirent, les flots d'encre ne coulèrent plus. On pouvait croire que l'« exclusive », sorte de Belle au Bois dormant, allait reprendre son long sommeil, attendant pour s'éveiller la mort d'un pape et les formules latines d'un cardinal, lorsque, dans les premiers jours de janvier 1905, les journaux annoncèrent qu'une Constitution apostolique consacrait sa disparition définitive. « Pie X, disait-on, vient de rayer le *veto* pour

1. *L'Osservatore romano* (décembre 1903).

les élections futures des papes..... Voici que l'élu du *veto* brise le *veto*..... Il déclare qu'à l'avenir, si le *veto* se produit, il n'en faudra tenir aucun compte. Il ajoute des peines canoniques contre les princes catholiques qui oseraient porter le *veto*..... »¹.

Autant de propos, autant d'inexactitudes ou de témérités. On sait, en effet, depuis deux ans, qu'il existe au Vatican une constitution relative au *veto* ; on en connaît le sens général mais non les termes précis ; on croit qu'elle est hostile au *veto* et l'on imagine qu'elle le supprime en quelque sorte en mettant les puissances catholiques dans l'impossibilité de l'exercer ; mais on ne saurait rien affirmer d'une façon catégorique, car la Constitution n'a pas encore été promulguée.

En droit, le *veto* demeure donc toujours intact et l'on peut encore se demander, sans entrer dans le domaine de l'histoire, s'il possède vraiment les caractères d'un droit ou s'il n'en a que les apparences.

Cette question constitue certainement l'un des chapitres les plus intéressants du Droit constitutionnel comparé. Pratique étrange que l'on ne

1. M. Jean de Bonnefon, *Journal*, numéro du 9 janvier 1905 ; voir aussi *le Temps*, numéro du 10 janvier 1905.

retrouve dans aucune constitution, le *veto* serait bien fait pour déconcerter, si l'on oubliait que l'Eglise catholique est universelle, que son influence s'exerce sur des centaines de millions d'âmes et que, depuis sa sortie des Catacombes jusqu'à la tourmente de 1793, elle a été la clef de voûte du système théocratique et absolutiste de la vieille Europe.

Suprêmes gardiens des royaumes et des empires, les papes ont aidé au maintien des formules sociales. Affirmant que tout droit régalien est de droit divin, ils transformaient le devoir du sujet vis-à-vis du souverain en quelque chose de religieux et de sacré. Pouvant d'un mot créer la soumission ou allumer la révolte, ils apparaissaient comme les arbitres de toutes les destinées. Le choix de celui qui devait être le dépositaire d'une pareille puissance constituait donc une préoccupation des plus graves pour les souverains. Ils n'avaient pas oublié la prodigieuse autorité des papes pendant le Moyen-âge, et le nom de Canossa, qui l'évoque tout entière, leur rappelait ces paroles de l'Ecriture : *Deposuit potentes de sede.....*

On comprend, dans ces conditions, l'intérêt qu'ils avaient à écarter du trône des Apôtres un cardinal dont le passé leur paraissait être un

danger pour la réalisation de leurs ambitions politiques.

A partir du seizième siècle, cet intérêt laisse sa trace dans tous les conclaves. C'est le moment où les élections pontificales ne se font plus sous l'influence exclusive du particularisme italien. A cette époque les grands États se constituent, le morcellement féodal disparaît peu à peu, faisant place à une centralisation de plus en plus forte. En même temps les tendances politiques, les considérations nationales se donnent librement carrière dans les conclaves ; les oppositions d'intérêts, les querelles de peuple à peuple, les jalousies royales se traduisent dans l'expression des suffrages ; des « factions » se forment, correspondant chacune à une politique déterminée, si bien que l'on pourrait, en analysant avec soin tous les détails d'une élection pontificale, reconstituer, dans ses grandes lignes, l'histoire générale de l'époque.

Relevant essentiellement de l'histoire et du droit, l'étude que nous consacrons au *veto* d'exclusion se divisera tout naturellement en deux parties.

Après avoir défini cette prérogative que l'Autriche, l'Espagne et la France ont exercé, nous

rechercherons ses origines et sa formation en la suivant à grands pas dans son évolution historique. Alors seulement, après avoir étudié les faits, pourrons-nous l'envisager au point de vue du droit et en déterminer avec quelque certitude la valeur juridique.

PREMIÈRE PARTIE

Les Faits.

CHAPITRE PREMIER

L'« INCLUSIVE » ET L'« EXCLUSIVE ».

Du seizième au dix-huitième siècle, la physionomie des conclaves n'a guère varié.

La France, l'Espagne et l'Empire sont représentés chacun par un certain nombre de cardinaux : ce sont les *cardinaux des Couronnes*¹. Ces cardinaux forment la « faction des princes ». *Politicanti*, comme on les appelait autrefois à Rome, leur rôle consiste à rallier autour d'eux

1. Leur nombre est aujourd'hui extrêmement flottant, car les puissances catholiques ne portent plus la même jalousie à soutenir leurs droits.

un parti suffisamment nombreux pour faire aboutir les instructions qu'ils ont reçues de leur souverain.

Le reste du Sacré-Collège se divise en deux groupes : celui du *Cardinal-Neveu*, comprenant les cardinaux qui ont reçu le chapeau du pape défunt, et celui des *Zelanti*, parti indépendant, que l'on baptisa d'abord de l'original surnom de « *squadron volante* », à l'époque lointaine où il se bornait à combattre la faction du Cardinal-Neveu.

Tel est le milieu dans lequel se disputa la tiare pendant cette longue période de deux siècles. Quant au champ des combinaisons, il s'élargit de plus en plus, favorisant les fluctuations en divers sens, les intrigues et les manœuvres, grâce au principe même de l'élection pontificale.

Aux termes de la Constitution « *Licet de vitanda discordia* », promulguée par le pape Alexandre III, en 1180 : « Celui-là seulement qui sera élu par les deux tiers des cardinaux sera, sans aucune exception ni opposition, considéré par toute l'Église comme le vrai pape... » Cette disposition législative, en confiant l'élection pontificale aux seuls cardinaux et en déterminant la proportion des suffrages requis, avait

pour but de prévenir les schismes et de supprimer les antipapes. Ce but a été incontestablement atteint; mais, en faisant disparaître à jamais toute incertitude sur le droit de l'élu, la bulle d'Alexandre III ne porte-t-elle pas en elle le germe du *veto*, par le seul fait qu'elle donne à une minorité d'un tiers la possibilité d'empêcher l'élection?

L'histoire des conclaves montre que, sauf en de rares circonstances, les princes ne songèrent pas à voir triompher leur propre candidat. Ils ne comptaient jamais, en effet, au sein du Sacré-Collège un nombre suffisant de cardinaux disposés à se conformer à leurs vues. Philippe II est probablement le seul qui, grâce à la formidable hégémonie de l'Espagne à la fin du seizième siècle, ait pu imposer sa volonté aux électeurs pontificaux. Le soleil ne se couche pas sur son empire, la grande majorité des cardinaux relève de sa couronne, presque tous sont ses sujets, ses vassaux ou ses clients; il n'est donc pas surprenant de voir au conclave de Grégoire XIV, qui marque l'apogée des prétentions espagnoles, les ambassadeurs de Sa Majesté Catholique faire connaître au Sacré-Collège les noms de *sept* candidats, en dehors desquels Philippe II n'admet pas que le pape soit choisi.

L'Espagne a donc pu faire valoir, dans quelques conclaves, des prétentions qui n'avaient d'autre fondement que la raison du plus fort et a exercé une influence décisive dans l'élection de certains papes. Elle a été assez puissante pour soutenir pendant un certain temps l'« *inclusive* » qu'elle présentait au Sacré-Collège.

Que signifie cet archaïsme ?

Le langage du seizième et du dix-septième siècle désignait sous ce nom la *liste* des candidats que patronnait le parti numériquement le plus fort.

Ce parti est évidemment le seul qui puisse espérer un succès positif : il a donc un certain nombre de candidats — une « *inclusive* » — et, suivant les circonstances, en se basant sur les résultats du scrutin précédent, il met en avant celui d'entre eux qui semble avoir le plus de chances de réunir sur son nom l'indispensable majorité des deux tiers. Les tâtonnements sont longs et difficiles pour atteindre le but, les voix ne se déplacent que péniblement quand des groupes rivaux éparpillent leurs suffrages sur des noms divers, et surtout quand une minorité s'agite pour provoquer l'échec du candidat « *inclus* ».

Une minorité n'est pas toujours, en effet, une

quantité négligeable. Sans doute, elle ne peut pas prétendre au rôle de l'« inclusive », le nombre trop restreint des voix dont elle dispose le lui interdit; mais, grâce à la loi organique du conclave, grâce à cette nécessité où se trouve le parti adverse de réunir les deux tiers des suffrages, il lui est souvent possible d'entraver l'élection. Il lui suffit pour cela de disposer d'un nombre de voix au moins égal au tiers des votants¹, ou d'intriguer de telle sorte que les suffrages se divisent dans la même proportion sur des candidatures factices. Il se produit alors une crise et le conclave ne peut donner de résultat. La minorité constitue alors une force avec laquelle il faut compter, et de fait, très souvent, lorsque la lutte menace de s'éterniser, une transaction intervient : l'un des partis sacrifie son candidat, ou l'accord se produit sur une candidature nouvelle.

Cette tactique, qui n'est, on le voit, que la

1. Il n'est pas nécessaire de disposer d'une voix de plus. En effet, *nul ne peut voter pour soi-même*, et la confection des bulletins de vote permet de s'assurer, le cas échéant, que cette prescription est observée.

Si l'on suppose donc un conclave composé de soixante cardinaux, vingt électeurs qui s'opposent à une candidature déterminée l'empêcheront de triompher, car elle ne pourra jamais réunir qu'un maximum de trente-neuf suffrages.

conséquence logique de la législation d'Alexandre III, fut celle des cardinaux des Couronnes. Trop faibles pour pouvoir former une « inclusive », les « factions des princes » n'avaient qu'un seul parti à prendre : empêcher les solutions extrêmes, éviter l'élévation d'un candidat « exclu » par leur souverain. Elles avaient donc aussi leur liste — « l'exclusive » — qui contenait les noms de ceux qui ne devaient pas ceindre la tiare.

Que l'on se figure maintenant les trois « exclusives », française, espagnole et impériale, se combattant entre elles, l'« inclusive » des cardinaux de Curie, par exemple, luttant contre le parti du Cardinal-Neveu, et enfin les *Zelanti*, l'ancien *squadron volante*, allant d'un groupe à l'autre, on pourra se faire une idée de l'enchevêtrement d'opinions qui règne dans un conclave, et l'on s'expliquera l'extravagante longueur des élections pontificales d'autrefois.

Donc, quand un cardinal de Couronne donnait l'« exclusion », cela voulait dire, dans le langage du seizième et du dix-septième siècle, qu'il refusait sa voix à un candidat et qu'il le rangeait parmi ceux dont il devait empêcher l'élection.

Nul n'ignorait dans le conclave que le cardinal qui agissait ainsi avait reçu de son souverain des instructions formelles. Cela l'aidait dans ses intrigues, car il fallait s'agiter, intriguer de son mieux pour réunir une « faction » capable de soutenir l'exclusion. La déclaration pure et simple de l'exclusion ne suffisait pas en effet pour empêcher l'élection de l'« exclu ».

Le plus souvent, le « chef de faction » faisait connaître secrètement les vues du prince dont il représentait les intérêts. Le nom de l'« exclu » se chuchotait d'une oreille à l'autre, et ce n'est qu'au moment suprême, lorsqu'il sentait qu'une candidature ennemie allait triompher, que le cardinal qui avait « la confiance du secret » déclarait en plein conclave que son souverain excluait telle Eminence du trône pontifical. C'était « dénoncer l'exclusion ouverte et publique ».

Les instructions de Louis XIV aux ambassadeurs de France portent de ne faire « la déclaration publique qu'à toute extrémité » ; il faut « qu'on la tienne extrêmement secrète et qu'on se contente, autant que possible, d'esquiver doucement, par les biais ordinaires au conclave, la nomination » qui déplaît¹.

1. Hanotaux, *Recueil des Instructions*.

Quoi qu'il en soit, qu'elle fût secrète ou publique, l'exclusion donnée ne se soutenait pas d'elle-même; l'appui d'une « faction » lui était nécessaire pour produire son résultat. Ce n'était d'ailleurs que dans les cas extrêmes qu'elle se « dénonçait », lorsque la discussion et l'intrigue n'avaient pu grouper autour de l'« exclusive » le tiers des voix indispensable. On frappait alors le dernier coup et la balance penchait souvent sous le poids d'une volonté royale solennellement mise en jeu.

Longtemps l'exclusion s'exerça ainsi. Il est certain que, chaque fois qu'elle était dénoncée publiquement, le Sacré-Collège s'impresionnait profondément et l'orientation des suffrages se modifiait en conséquence. Il était imprudent, dangereux même, de méconnaître l'avis d'un prince ami de l'Eglise, et les représailles se devinaient derrière le démenti qu'on aurait pu lui infliger.

Cependant, on ne voit apparaître jusqu'ici aucun droit spécial au profit soit de la France, soit de l'Espagne, soit de l'Empire, qui furent les premières puissances à s'occuper de politique conclave.

L'exclusion des Couronnes est un fait purement *matériel*, qui semble tout au plus permet-

tre aux souverains de faire connaître leurs préférences, ou plutôt leurs antipathies, et qui laisse aux électeurs une pleine et entière liberté.

La publicité donnée à l'exclusion est une simple manœuvre électorale destinée à renforcer une « faction » de tous ceux qui, timides ou indécis, craignent surtout de résister à une volonté royale ou impériale.

Or, en constatant les résultats de plus en plus décisifs que produisait la manifestation de leur volonté, les souverains ne tardèrent pas à élever leurs prétentions : ils voulurent supprimer la nécessité où ils se trouvaient de donner à leurs exclusions l'appui d'une faction, et substituer à cet appui indirect et matériel une force *positive* et *formelle* émanant de la manifestation seule de leur volonté. Ils revendiquèrent donc (et le Sacré-Collège acquiesça) une exclusion *directe* et en quelque sorte *juridique*, indépendante du nombre des électeurs qui l'appuyaient et basée sur la seule force de leur volonté.

Sous cette forme, l'intervention des puissances prend les apparences d'un droit : c'est le *veto* qui apparaît.

Il convient d'observer que l'exclusion for-

melle et directe, telle qu'elle vient d'être définie, ne fut jamais prononcée qu'au nom des trois principaux souverains catholiques : l'Empereur, le roi de France et le roi d'Espagne.

Le droit de *veto* que l'on a voulu revendiquer au profit des couronnes de Portugal et de Naples est absolument illusoire et sans fondement. On a bien prétendu que le roi de Portugal, Jean V (1706-1750), tiendrait ce droit d'une bulle pontificale. S'il en était ainsi, toutes les dissertations qui ont été écrites depuis sur le *veto* n'auraient aucune raison d'être, puisque ce droit, dont l'existence a été et est encore tant discuté, aurait été formellement reconnu par l'autorité compétente. Mais cette prétendue bulle ne figure dans aucun bullaire et l'on est d'ailleurs sûr qu'elle n'a jamais existé.

Quant aux rois de Naples, il suffit, pour détruire leurs prétentions, de reproduire les termes mêmes des instructions que le roi Ferdinand envoyait au cardinal Ruffo, le 29 août 1823 : « Le droit d'exclusion expresse n'appartient pas à la couronne des Deux-Siciles, étant réservé aux seules cours de France, d'Espagne et d'Autriche, mais nous comptons sur votre adresse et nous pensons que tous les moyens que vous

suggéreront vos talents seront mis en œuvre pour faire valoir l'exclusion tacite, avec l'aide de vos amis et partisans¹... »

1. Cipoletta, *Memorie*, p. 42.

CHAPITRE II.

PROCÉDURE.

Il était nécessaire, avant d'étudier l'évolution historique du *veto* et de préciser autant que possible l'époque où la simple manœuvre électorale du début se transforma en *droit d'exclusion formelle et directe*, d'établir la différence essentielle qui existe entre ces deux formes d'exclusion. La première ayant insensiblement préparé la seconde, les méprises et les confusions seront ainsi plus sûrement évitées.

En outre, comme l'exercice du *veto* est soumis à une procédure toute spéciale qui s'est élaborée peu à peu à travers les siècles, en même temps que l'action qu'elle met en œuvre, nous pensons, en posant dès maintenant les règles de cette procédure, compléter d'abord l'étude qui fait l'objet du chapitre précédent et faciliter ensuite la lecture des chapitres qui vont suivre.

1) Il est d'abord un principe absolu qui fut définitivement consacré en 1700, lors de l'élection de Clément XI : *Chaque Couronne ne peut exercer son droit qu'une seule fois par conclave et contre un seul candidat*; de sorte que, dans les cas extrêmes, la France, l'Espagne et l'Autriche usant de leur privilège, trois candidats au plus pourraient être écartés. Ce fait ne s'est d'ailleurs jamais produit.

Déjà, en 1644, les cardinaux faisaient observer à l'ambassadeur de Louis XIV qu'il ne pouvait exclure deux candidats; et lorsque, en 1758, le comte Brunati, ambassadeur de l'Empereur, disait, en parlant de l'exclusion : « C'est une épée qui, dégainée, ne peut blesser qu'un seul adversaire¹ », il traduisait tout simplement le principe par une ingénieuse comparaison.

Ainsi, dès qu'elle a frappé, cette épée s'émousse; elle se brise au premier choc, et alors s'explique la prudence avec laquelle on l'a toujours maniée.

Les souverains ne mettaient pas, en effet, qu'un seul nom dans leurs listes d'exclusion : il se trouvait toujours plusieurs candidatures

1. « *L'Esclusiva è una spada che sfoderata non può ferire che uno...* » (Wahrmund, *Das Ausschlies...*, 316.)

qui, à des degrés différents, leur étaient désagréables. Le cardinal dépositaire du « secret » eût donc été bien malhabile s'il avait, du premier coup, épuisé le droit de son souverain. Une autre candidature, plus désagréable encore que celle qu'il venait de frapper, aurait pu surgir, et il se serait alors trouvé impuissant et désarmé.

2) L'exclusion est communiquée au Sacré-Collège *oralement* ou *par écrit*; mais elle doit toujours être prononcée *solennellement* et au *nom du souverain*. Elle se distingue ainsi de ces indications confidentielles, de ces « mots », de ces « secrets » confiés par un gouvernement à un cardinal, et qui ne constituent jamais l'exercice du *veto*.

Par écrit, l'exclusion est remise au Cardinal-Doyen qui en donne lecture, et le pli qui la contient doit porter la signature de l'ambassadeur.

Oralement, l'exclusion est prononcée par un cardinal spécialement accrédité soit par son souverain, dans une lettre adressée au Sacré-Collège, soit par son ambassadeur dans les discours qu'il prononce devant le conclave, ou dans une lettre au Cardinal-Doyen.

Lors du dernier conclave, dans la réception

diplomatique qui eut lieu au Vatican le 25 juillet 1903, le cardinal Puzyna, qui devait quelques jours après formuler le *veto* de l'Autriche contre le cardinal Rampolla, ne fut désigné d'aucune façon par son ambassadeur comme chargé d'une mission quelconque. Il est certain que ce fut là une dérogation aux usages établis. Or, la Cour Romaine attache trop d'importance à ces usages séculaires pour qu'il nous soit permis de les passer sous silence.

A la mort du pape, le Sacré-Collège représente momentanément la souveraineté de l'Église. Les relations diplomatiques ne sont donc pas rompues pendant la vacance du trône pontifical ; il est même de règle d'affirmer solennellement la continuité de ces relations. Neuf jours doivent s'écouler entre la mort du pape et l'entrée en conclave : c'est la période des *novendiali*, pendant laquelle le Sacré-Collège reçoit dans une première audience la visite des ambassadeurs.

« Le 25 juillet 1903, raconte « *Un Témoin* », tout le corps diplomatique accrédité auprès du Saint-Siège vint présenter ses devoirs en grand uniforme, foule brillante et décorative qui défila devant les cardinaux en baisant la main à chacun, et qui les laissa tous éblouis de ses beaux

costumes et charmés de sa courtoisie. Autrefois, c'était l'usage que chaque ambassadeur se présentât et parlât au nom de son souverain. Nous avons le beau discours que prononça Chateaubriand après la mort de Léon XII et qui, du reste, n'eut aucun succès : c'était trop fort et trop coloré pour les cardinaux de 1829 ! Les allocutions correctes et bien tournées qu'échangèrent le cardinal Oreglia et M. d'Antas, le très sympathique doyen du corps diplomatique, n'avaient pas les défauts de celle de Chateaubriand¹. »

Autrefois, en effet, à cause de la lenteur des communications, la réponse des souverains à la notification qui leur était faite, par le Sacré-Collège, de la mort du pape, n'arrivait guère qu'après l'expiration des *novemdiati*, et, si la hâte des électeurs n'était pas trop grande, chaque ambassadeur se rendait au conclave en grande pompe pour présenter aux cardinaux les lettres de son souverain. Le luxe fastueux des cortèges du duc de Saint-Aignan en 1740, et de M^{gr} de Rochechouart en 1758, sont restés célèbres à Rome : le train magnifique des ambassa-

1. Un Témoin, *Les derniers jours de Léon XIII et le conclave*. (*Revue des Deux-Mondes*, numéro du 15 mars 1904.)

deurs d'Autriche excitait l'émulation de nos diplomates du dix-huitième siècle.

L'ambassadeur devait d'abord faire une courte prière à la basilique de Saint-Pierre, puis le Maréchal du conclave le recevait au bout du grand escalier de Constantin et le conduisait, entre deux scrutins, devant le guichet de la porte du conclave, derrière laquelle il pouvait apercevoir le demi-cercle des cardinaux. Alors, après avoir fléchi le genou, il remettait les lettres de son souverain au Chef de l'Ordre des Évêques, et le Secrétaire du conclave en donnait lecture. Ces lettres étaient ordinairement au nombre de deux : l'une, consacrée à l'éloge du pontife défunt, exprimait aussi la confiance qu'inspirait à tous la sagesse de l'« auguste sénat » ; l'autre était destinée à accréditer auprès du conclave l'ambassadeur qui la présentait.

Après la lecture des lettres, l'ambassadeur prononçait un discours où l'on s'efforçait de trouver, glissés au milieu des fleurs de rhétorique, le sens et la portée des instructions données. Et quand, dans ce discours, l'« Excellence » désignait un cardinal chargé de représenter au sein de l'assemblée conclavaire les intérêts de son souverain, le Sacré-Collège savait que c'était la façon de fourbir le « glaive de l'exclusive » et

ne s'étonnait pas si un *veto* était formulé peu après. L'usage d'accréditer un cardinal chargé de prononcer un *veto* éventuel était si bien établi que, en 1831, le cardinal Marco y Catalan, n'ayant pas été officiellement désigné par l'ambassadeur d'Espagne, n'arriva pas à convaincre ses collègues que, s'ils continuaient à voter pour le cardinal Giustiniani, ils provoqueraient le *veto* du Roi Catholique.

3) Enfin, le *veto* doit être formulé avant que le scrutin définitif ait donné son résultat : venant après l'élection, il n'a plus aucune valeur et ne peut donc produire aucun effet.

En établissant ce principe, le Sacré-Collège a d'abord voulu empêcher la résurrection du *droit de confirmation impériale*¹ d'autrefois, qui s'était éteint avec la vieille querelle des Investitures et qui tenait en suspens la consécration de l'élu.

N'a-t-il pas aussi voulu attribuer au *veto* les simples caractères d'un avis solennel donné par les puissances plutôt que ceux d'une opposition formelle et absolue? Il semble bien que c'est

1. L'origine et la valeur de ce droit seront mises en lumière plus loin.

encore là le but de cette règle. En effet, le *veto* n'a pour objet qu'une élection qui n'est pas encore consommée. Cet objet n'est donc qu'éventuel, hypothétique, il n'existe pas réellement et, chose curieuse, dès qu'il existera, le droit de *veto* disparaîtra, devenu alors inutile, puisque sans effet.

Telle est la théorie du *veto* d'exclusion ; elle a mis deux siècles pour se former, et il semble que dans cette lente élaboration les prétentions des souverains croissent en raison directe de leur puissance. Leurs exclusions, qui sont d'abord *secrètes* au début du seizième siècle, ne tardent pas à devenir *notoires* : les cardinaux qui ont le « mot » reçoivent l'ordre de le communiquer à leurs partisans et aux alliés qu'ils cherchent à gagner à leur faction. Puis le jour arrive où les cardinaux des Couronnes dénoncent solennellement au conclave l'exclusion *ouverte* et *publique* qui, à travers le dix-septième siècle, mène comme dernière étape à l'exclusion *formelle* et *directe* prononcée de par l'autorité du souverain, indépendamment du nombre des cardinaux qui l'appuient.

Avant de juger la valeur juridique de ce *droit* que l'Espagne, la France et l'Autriche ont exercé,

le parti le plus sûr est de rechercher dans l'histoire des conclaves les conditions et les circonstances dans lesquelles ces puissances ont fait usage de l'exclusion. Le *droit de veto* n'est pas un droit écrit, aucun document pontifical n'en a jamais fait mention, de nombreuses bulles au contraire condamnent et réprouvent toute ingérence séculière dans l'élection des papes. Son origine, comme sa formation, sont essentiellement historiques; c'est donc à travers les siècles morts qu'il faut rechercher les éléments d'appréciation nécessaires pour dégager la lumière.

CHAPITRE III.

ÉVOLUTION HISTORIQUE DU « VETO » D'EXCLUSION.

L'EXCLUSION MATÉRIELLE ET INDIRECTE.

Au-delà du seizième siècle on ne trouve pas dans l'histoire des conclaves le moindre vestige d'une ingérence quelconque qui ressemble à un *veto* d'exclusion.

Pendant tout le quinzième siècle, les élections pontificales se font sous des influences en grande partie italiennes. Les grandes puissances se désintéressent complètement de ce qui se passe à Rome. La France est engagée dans la guerre de Cent ans, l'Espagne chasse les Maures de son territoire et les Empereurs parent aux périls de l'invasion turque, ou cherchent à étouffer la révolte des partisans de Jean Huss.

Ce n'est guère qu'au seizième siècle que l'intervention des souverains commence à se manifester clairement.

A la mort du pape Alexandre VI (18 avril 1503), les armées française et espagnole, marchant à la conquête de Naples, campaient autour de Rome. César Borgia occupait le Vatican et le château Saint-Ange. Les cardinaux retardèrent d'un mois leur entrée en conclave afin de négocier l'éloignement des troupes et de donner aux cardinaux français le temps d'arriver.

Le roi de France, Louis XII, recommandait à son confident, le cardinal d'Amboise, l'exclusion des inclus de l'Espagne, et indiquait ses préférences pour les cardinaux Vera de Salerne et Piccolomini de Sienne.

Piccolomini fut élu pape et prit le nom de Pie III. Son pontificat ne dura que vingt-six jours.

Au conclave suivant, les mêmes partis se retrouvèrent encore en présence, mais leurs négociations durèrent peu ; dès le premier scrutin, en effet, le cardinal della Rovere devint Jules II (1^{er} novembre 1503).

Della Rovere n'était pas au nombre des inclus de l'Espagne, et Louis XII ne lui accordait pas toute sa confiance ; le cardinal d'Amboise s'était cependant rallié à sa candidature, confiant dans ses anciennes sympathies pour la France. Il se trompait.

L'ardent et belliqueux Jules II, dont toute la politique peut se résumer dans ces mots « fuori i barbari », et c'étaient surtout les Français qui étaient les barbares à ses yeux, ne tarda pas à prendre les armes. Il forma la Sainte-Ligue contre Louis XII, et, malgré la victoire de Gaston de Foix à Ravenne, l'Italie fut perdue pour la France.

Quant aux cardinaux français qui avaient pris part au concile que Louis XII voulut réunir à Pise pour braver le pape, ils furent privés de leur droit de vote pour le prochain conclave.

Lorsque s'ouvrit ce conclave, les Français en effet ne s'y présentèrent pas.

Maximilien, qui avait un instant rêvé de réunir en lui « ces deux moitiés de Dieu, le Pape et l'Empereur »¹, se trouva seul à présenter un candidat, le cardinal Adriano di Corveto, qui lui était tout dévoué.

1. L'empereur Maximilien avait écrit à sa fille Marguerite : « Le peuple et gentilshommes de Rome ont fait une alliance et nous ont mandé que y l'elunt estre pour nous faire un pape à ma poste. Le roi d'Aragon a mandé à son ambassadeur que y l'elunt favoriser le papat à nous... » Son idée était de demander à Jules II de le prendre « ... pour un coadjuteur, afin qu'après sa mort pourrions estre assuré d'avoir le papat ut devenir prestre et après estre saint, et que y l'vous sera de nécessité que après ma morte vous serez contraint de me adorer, dont je me trouvere bien glories. » (Petruccelli della Gattina, *Hist. diplom. des conclaves*, t. 1, p. 180.)

Di Corveto n'en fut pas moins écarté, et le conclave (11 mars 1513) élut Léon X, le brillant Médicis qui personnifia la Renaissance et donna son nom au siècle.

Léon X voit les avènements de François I^{er} et de Charles-Quint. Formé à la politique de Jules II, il continue l'œuvre de son prédécesseur et travaille à expulser les étrangers, *i barbari*, les uns par les autres. Il renouvelle la Sainte-Ligue et s'unit à Charles-Quint pour chasser les Français du Milanais. Mais en se tournant contre la France, il la rapproche de Venise, dont il est aussi l'adversaire.

A la mort de Léon X (1521) trois groupes se dessinent nettement dans le conclave, correspondant chacun à une politique opposée. L'un est formé d'impériaux allemands et espagnols, soutenus par les agents d'Henri VIII d'Angleterre, l'autre comprend les cardinaux français et vénitiens, le troisième a pour chef le cardinal-neveu Jules Médicis. Ce dernier, exclu par les cardinaux français, se rallia à la faction impériale, et Adrien d'Utrecht, l'ancien précepteur de Charles-Quint, fut élu le 19 janvier 1522. Il prit le nom d'Adrien VI et ne régna que vingt mois.

A sa mort s'ouvre un long conclave. Pendant quarante-neuf jours, les exclusions s'entre-croi-

sèrent : contre Wolsey, ministre du roi d'Angleterre ; contre Colonna, qu'appuyait l'Empereur ; et contre Médicis, que la faction française ne put empêcher d'être élu, et qui fut Clément VII (9 novembre 1523).

Le conclave suivant fut en quelque sorte l'antithèse du précédent. L'entente de tous les groupes s'établit en effet immédiatement, et, dès le premier scrutin, Paul III Farnèse fut élu par acclamation (12 octobre 1534).

*
* *

A la mort de Paul III, l'Europe est en pleine révolution religieuse. Charles-Quint, en sa qualité d'*Advocatus Ecclesiæ Romanæ*, croit devoir écrire aux cardinaux une lettre dans laquelle il leur recommande les besoins de la chrétienté¹. Dans ses instructions à son ambassadeur, il prescrivait de favoriser l'élection des cardinaux Mendoza de Burgos et Réginald Polus, tandis qu'il donnait l'exclusion contre Carafa, Rudolphi et d'Este que soutenait le groupe français.

1. Wahrmond, *Das Ausschliessungsrecht der Katholischen Staaten*, p. 256.

Réginald Polus était exclu par la France parce qu'il était anglais. Henri II écrivait à son confident le cardinal de Guise : « Je ne voudrais pas trop me fier à l'Anglois... pour l'invétérée contrariété qui est entre sa nation et la nostre, et vous veux bien dire que vous et ceux qui se sont meslés de lui rompre son coup ne m'ont pas fait peu de plaisir et service¹. »

Au bout de onze semaines, le cardinal de Guise et le cardinal-neveu Farnèse se rallièrent à la candidature de Monte, qui devint Jules III, malgré l'exclusion de l'Empereur (8 février 1550).

C'est encore en dépit de l'exclusion de Charles-Quint que Marcel II ceignit la tiare, le 10 avril 1555.

A la mort de Marcel II, une personnalité dominait toutes les autres, celle du Napolitain Carafa, que Charles-Quint considérait comme son ennemi personnel. Le parti impérial fit tout pour empêcher son élection.

En se rendant à la chapelle Pauline pour voter, Mendoza, confident de l'Empereur, conseillait à Carafa de renoncer à la tiare, qu'il n'aurait jamais, disait-il, puisque Charles-

1. Ribier, *Lettres et Mémoires d'Etat*, II, p. 258.

Quint l'excluait. — « L'Empereur ne pourra empêcher que je sois pape, si Dieu le veut, répondit Carafa, et, s'il en est ainsi, je n'en serai que plus heureux, car je ne devrai mon élection qu'à Dieu seul¹. »

Ces fières paroles furent entendues, et les Français, dont les premières instructions portaient de voter pour le cardinal d'Este, se rallièrent immédiatement à la candidature que combattait l'Empire.

Le 23 mai 1555, Carafa montait sur la chaire de Pierre, en prenant le nom de Paul IV.

Quand Charles-Quint, fatigué du pouvoir, descendit du trône pour s'ensevelir vivant au monastère de Saint-Just, il légua l'Empire à Ferdinand, son frère, et la couronne d'Espagne à son fils, Philippe II.

Ferdinand, qui veut réparer l'échec de Charles-Quint au conclave de Paul IV, prend ses dispositions longtemps à l'avance. Le 15 juillet 1555, il écrit au comte Thurm, son ambassadeur à Rome, d'agir aussi habilement que possible

1. Giobbio, *L'Esclusiva nel conclave*, p. 10 ; Roma, 1903 : « L'Imperatore non potrà impedire che se Dio mi vuole Pontefice, io non lo sia ; anzi allora sarò più contento, perchè non obbligato di questa dignità se non che a Dio solo. »

pour empêcher à l'avenir l'élection d'un ennemi de l'Empire et de l'Espagne¹.

A la mort de Paul IV, en 1559, le comte Thurm répond à son souverain qu'il fait l'impossible pour assurer l'élection d'un pontife « entièrement dévoué », et qu'il cherche à empêcher « adroitement et de toutes ses forces » l'élection d'un adversaire². Il ajoute que, grâce à un trou qu'il a pratiqué dans le mur du conclave, il peut, avec son collègue Vargas, l'ambassadeur d'Espagne, causer avec les cardinaux amis³.

Un fait particulier de ce conclave de 1559 fut la résolution prise par quelques cardinaux d'écrire aux rois d'Espagne et de France pour connaître leurs intentions.

Philippe II répondit par une lettre officielle, adressée à tout le Sacré-Collège. Il est intéressant de rappeler l'ironie avec laquelle le tout-puissant Roi Catholique énumère les candidatures : « Si Carpi déplaît à d'Este, et si Gonzague et Pluteo ne plaisent pas à Farnèse, ce n'est pas une raison pour les juger indignes. Si Tournon est français et Pacheco espagnol,

1. Wahrmond, *loc. cit.*, p. 258.

2. Wahrmond, *loc. cit.*, p. 359.

3. Wahrmond, *loc. cit.*, pp. 262-264.

est-ce un motif pour les Italiens de les repousser? L'Eglise catholique n'est-elle pas œcuménique? Si Morono a commis des méfaits, pourquoi a-t-il été absous? Si Cési est recommandable, pourquoi sa parenté lui nuirait-elle¹? »

Ce que Philippe II ne disait pas, c'est qu'il avait confié à son ambassadeur Vargas, qui l'avait à son tour notifiée aux cardinaux de la faction espagnole, une exclusion contre Gonzague de Mantoue, que la cour de France appuyait.

Au bout de quatre mois, le conclave aboutit à l'élection de Médicis, qui fut Pie IV (28 décembre 1558), et qui promulgua la bulle « *In eligendis* », dont nous aurons à nous occuper plus loin.

Le droit de *veto* n'existe pas encore : on en est aux manœuvres occultes et aux expédients détournés, le trou pratiqué par le comte Thurm en témoigne. Mais l'ingérence des souverains s'accroît davantage, devient plus impérieuse. Celle de l'Espagne surtout qui, arrivée à l'apogée de sa puissance, ne se contentera plus bientôt des simples procédés de l'exclusion, et en

1. Sægmüller, *P. W. Bullen*, p. 72.

viendra à la désignation positive et formelle d'un certain nombre de candidats parmi lesquels le pape devra être choisi.

C'est ainsi que les Souverains Pontifes ont été élus de 1566 à 1592.

« Au lieu de marquer un développement normal dans la formation du droit d'inclusion, écrit Lucius Lector, cette ingérence représente plutôt une excroissance monstrueuse qui prépare, il est vrai, le terrain à la pratique régulière du *veto*, mais comme le mal prépare le remède¹. »

Rien de particulier à noter ne se produisit au conclave qui plaça Pie V sur le trône des Apôtres (7 janvier 1572).

L'influence seule du Roi Catholique se fit sentir dans cette élection. La France, déchirée par les guerres de religion, et l'Empereur, aux

1. Lucius Lector, *Le conclave et le veto des gouvernements* p. 27. — Lucius Lector n'est pas, comme on pourrait le croire au premier abord, le nom d'un auteur médiéval, mais un pseudonyme derrière lequel se cache la haute personnalité d'un prélat français qui habite Rome. Lucius Lector nous a été d'un puissant secours dans ce travail, nous prodiguant ses conseils et mettant à notre disposition son expérience, son érudition et sa bibliothèque. Il nous plaît de lui envoyer d'ici l'hommage de notre profond respect et l'expression de notre vive reconnaissance.

prises avec la Turquie, ne songent plus à Rome.

Le conclave suivant ne dura qu'un jour, mais il est l'un des plus caractéristiques de l'époque. La simple exhibition d'un pli aux armes d'Espagne fait tomber toutes les prétentions du puissant *papabile* Farnèse, car ce pli renferme une liste de trois noms parmi lesquels le sien ne se trouve pas ¹. Toute résistance aux volontés du Roi Catholique est inutile et le cardinal Hugo Buoncompagni est élu; il sera Grégoire XIII, le réformateur du calendrier (13 mai 1572).

Sixte-Quint, 1585; Urbain VII, 1590; Grégoire XIV, 1590; Innocent IX, 1591; Clément VIII, 1592, se succèdent, tous les cinq inclus dans les listes que le cardinal Madruzzo reçoit de Philippe II et qu'il notifie solennellement aux conclaves.

Le comte Arco, ambassadeur de l'Empereur à Rome, écrit à Maximilien II : « Le roi est si puissant qu'il fait ce qu'il veut avec ces cardinaux². »

1. Wahrmond, *loc. cit.*, p. 268.

2. *Ibid.* : « Potando il re tanto quanto può con questi cardinali. »

Jusqu'à présent, le succès des interventions de Philippe II n'est dû qu'à la force numérique de ses « factions » ; il ne résulte pas de l'exercice d'un droit ou d'un privilège. L'Espagne est à l'apogée de sa puissance. Ses volontés sont irrésistibles ; elle fait tout simplement valoir la raison du plus fort.

La lettre que le comte Arco, ambassadeur impérial, écrit à Maximilien, le 15 mai 1572, prouve bien qu'il en est ainsi : « Ici (à Rome), on pense que le Roi Catholique pourra beaucoup, parce que beaucoup de cardinaux sont ses vassaux ou ses obligés par les pensions qu'ils ont en Espagne¹. » On verra cependant que, si la majeure partie du Sacré-Collège se soumet à l'autorité de Philippe II, des voix s'élèvent pour protester et faire ressortir le caractère abusif et même simoniaque des ingérences espagnoles.

Quant à la façon d'agir du cardinal Madruzzo, informant le Collège cardinalice des volontés de son roi, elle constitue le premier exemple de déclaration publique et officielle, mais elle n'a trait qu'au procédé exorbitant de l'inclusion ; tout ce que l'on peut en dire, c'est qu'elle ser-

1. Wahrmond, *loc. cit.*, p. 93.

virra de point de départ à la procédure que la fin du siècle suivant appliquera au *veto* d'exclusion.

*
* *

A la mort de Philippe II, la puissance des Rois Catholiques ne tarda pas à décroître. Après le désastre de l'Invincible Armada, l'Espagne voit l'empire des mers lui échapper et la France, grâce à l'habile politique de Henri IV, prendre la première place en Europe. Aussi fut-elle obligée, dans sa tactique conclavaire, à en revenir au procédé classique de l'exclusion par manœuvres de factions.

Au conclave de 1605, les cardinaux français, ayant à leur tête Joyeuse et du Perron, contre-balançaient pour la première fois depuis cinquante ans l'antique et légendaire puissance espagnole. Les votes se partageaient entre Aldobrandini, que soutenait la faction française, et Montalto, autour duquel se groupaient les cardinaux espagnols. Le conclave menaçait d'être long; aussi Joyeuse proposa-t-il à son groupe une nouvelle candidature, celle de Médicis. Avila, confident du secret d'Espagne, la combattit tumultueusement. Le cardinal du Perron

raconte : « Je trouvai dans une chambre du conclave tous les cardinaux avec leurs rochets, et le cardinal d'Avila criant, tempestant et protestant qu'on trahissait le roi d'Espagne. Farnèse soutenait le contraire et le reprenait de son impudence. Le cardinal d'Avila s'y opposa en plein conclave criant : « Trahison ! « trahison ! je proteste ! je proteste ! il est ennemy du Roi Catholique ; le Roi Catholique l'exclue de sa propre main et se déclare son ennemy¹. »

Ces protestations furent vaines ; Médicis fut élu, le 16 avril 1605, et prit le nom de Léon XI.

Léon XI ne régna que vingt-huit jours. Au conclave qui suivit sa mort, le cardinal d'Avila s'y prit d'une autre façon pour empêcher l'élection d'un candidat exclu par son roi. A la tête d'une faction de vingt-sept cardinaux, il se plaça sur le seuil de la chapelle Pauline, répétant à ceux qui entraient dans la salle du vote : « Je verrai bien cette fois qui osera résister à la volonté de mon roi ! » Cette manœuvre obtint un plein succès, car elle brisa l'élection du cardinal di Camerino qui allait triompher.

1. *Les ambassades et négociations du cardinal du Peron*, p. 445

Borghèse fut élu le 16 mai 1605. Il fut Paul V, dont le nom se trouve gravé sur l'architrave de Saint-Pierre :

« PAVLVS V — BVRGHESIVS — ROMANVS. »

*
* *

Ces deux conclaves de 1605 marquent une étape caractéristique de l'évolution du *droit de veto*. Sans doute, la façon d'agir du cardinal d'Avila est trop bruyante pour être correcte ; mais il faut bien remarquer qu'en criant : « Trahison ! trahison ! » il ne s'adresse pas aux seuls cardinaux amis, mais au Sacré-Collège tout entier. En somme, il notifie au conclave d'une façon publique la volonté de son roi.

Le cardinal Aldobrandini avait d'ailleurs si bien compris la portée de l'acte du cardinal d'Avila qu'au conclave suivant il disait au maréchal d'Estrées, ambassadeur de France, « qu'il n'était plus en état de se rendre chef de l'exclusion, comme il s'y était engagé ; que son mal ne lui permettait pas d'agir et de sortir du lit, *et qu'il était nécessaire de faire l'exclusion au nom du roi*¹ ».

1. T. XVI, p. 369. Collection Petitot, sér. 2. — Récit du

Le maréchal d'Estrées ne suivit pas le conseil ; mais, avant que la clôture ne fût définitive, il put pénétrer dans le conclave où il demeura jusqu'à *la neuvième heure de la nuit*. Là, il intrigua si bien que la candidature de Camora, désagréable à la France, fut abandonnée, et que le cardinal Ludovisi fut élu, le 9 février 1621. Il régna sous le nom de Grégoire XV et publia la bulle « *Æterni patris* », dont nous aurons à nous occuper plus loin.

Une idée nouvelle s'est donc fait jour. Sans doute, l'appui d'une nombreuse faction constitue toujours le facteur principal de l'élection ; mais on sent bien déjà que la manifestation directe d'une volonté souveraine peut en quelque sorte suppléer à la faiblesse numérique des partis. Aussi, au conclave où Clément VIII (Barberini) fut élu, le 16 août 1623, l'Espagne inaugure-t-elle l'ère des exclusions publiques et officielles qu'un ambassadeur, spécialement accrédité, est chargé de notifier au Sacré-Collège.

En 1644, l'exclusion fut officiellement dénoncée, au nom du roi d'Espagne, contre le cardinal Sachetti qu'appuyait Antonio Barberini,

conclave dans lequel Grégoire XV fut élu pape (par le maréchal d'Estrées).

Protecteur de France¹. Le frère de ce dernier, Francesco, qui dirigeait les opérations électorales, produisit une nouvelle candidature, celle du cardinal Pamfili, que soutenait la faction espagnole. Mais il avait à craindre l'exclusion de Louis XIV que l'on savait imminente; aussi entra-t-il en pourparlers avec l'ambassadeur de France, le marquis de Saint-Chamond. Il fit tant et si bien qu'il obtint l'envoi d'un courrier à Paris pour demander au roi ses instructions dernières. Cette *combinazione* obtint un plein succès : le courrier n'avait pas encore probablement franchi les Alpes que Pamfili était nommé, le 16 septembre 1644, et prenait le nom d'Innocent X.

Louis XIV, justement irrité d'avoir été ainsi berné, mit en disgrâce le trop confiant Saint-Chamond; quant au cardinal Antonio Barberini, son titre de Protecteur du royaume de France lui fut retiré.

1. Les « cardinaux Protecteurs » représentaient à Rome les intérêts religieux des puissances catholiques. Ils s'occupaient de leurs affaires ecclésiastiques, aidaient leurs ambassadeurs dans leurs rapports avec le Saint-Siège, guidaient en un mot la politique romaine des « Couronnes » dont ils dépendaient.

Ils jouèrent fréquemment un rôle important dans les conclaves, le cardinal Albani surtout, celui que Chateaubriand appelait l'« exécuteur des hautes œuvres de l'Autriche ».

A la mort d'Innocent X (1665), le cardinal Sachetti se trouvait encore en première ligne; mais l'ambassadeur d'Espagne, Terranova, dénonça l'exclusion publique contre lui. Sa trop grande liaison avec Mazarin le rendait suspect au Roi Catholique. Alors se dessina la candidature du cardinal Chigi, contre lequel on redoutait pourtant l'exclusion de la France.

Le cardinal d'Este avait reçu des instructions portant que « le roi, à l'imitation de ses prédécesseurs, ne prétendait pas empêcher la liberté du conclave, ni se servir de moyens illicites pour violenter les suffrages du Sacré-Collège »; quant à l'exclusion du cardinal Chigi, « il fallait qu'il la tienne extrêmement secrète, et qu'il se contente d'esquiver doucement, par les biais ordinaires, la nomination de ce cardinal..., il ne devait passer outre à une déclaration publique qu'après avoir épuisé tous les moyens¹... »

Comme en 1644, un courrier fut envoyé à Paris. Il était porteur d'une lettre du cardinal Sachetti, priant le roi de ne pas s'opposer à l'élection de Chigi. Le courrier, dont on attendit cette fois le retour, rapporta une réponse favorable, et, le 7 avril 1665, après un conclave

1. Hanotaux, *Recueil des instructions*.

de plus de trois mois, Alexandre VII fut proclamé.

Le droit d'exclusion formelle et directe se constitue de plus en plus en ces trois derniers conclaves. A deux reprises différentes, le Sacré-Collège décide l'envoi d'un courrier à Paris, dans le but de demander au roi des instructions nouvelles. N'est-ce pas là un indice caractéristique? Si l'on demande au roi son avis, c'est que l'on attribue à cet avis une valeur toute spéciale. La manifestation d'une volonté souveraine prend donc les caractères d'un élément, non pas indispensable, mais important de l'élection pontificale. Sans doute, le retour du courrier de 1644 ne fut pas attendu : le courrier n'en était pas moins parti, chargé de la mission que l'on connaît. D'ailleurs la hâte du conclave, après son départ, est significative : les instructions que l'on demandait à Versailles étaient devinées, et, comme on ne voulait pas les suivre, il fallait, pour sauver les apparences, voter avant le retour du courrier.

Louis XIV n'est décidément pas heureux dans sa politique conclavaire. Si on ne lui tend pas un piège, on le met en demeure de retirer ses exclusions. Aussi, en 1666, il écrit au duc de

Chaulnes, son ambassadeur à Rome, qu'il ne veut plus dénoncer l'exclusion formelle et ouverte, cela étant « bien plus sûr pour sa conscience et aussi pour sa dignité ». D'ailleurs, il n'a guère envie de s'exposer aux inconvénients qui lui arrivèrent pendant « sa minorité, au conclave d'Innocent X, où l'on porta au pontificat le seul sujet que Sa Majesté avait déclaré vouloir exclure¹ ».

Au conclave qui suivit la mort d'Alexandre VII, le Sacré-Collège ignore donc les préférences de Louis XIV, et Rospigliosi, pour lequel le Roi Très-Chrétien faisait secrètement des vœux, fut élu le 20 juin 1667. Il prit le nom de Clément IX, et, pendant son pontificat, l'entente la plus cordiale ne cessa de régner entre la France et le Saint-Siège.

L'élection de son successeur, Clément X, — Altieri, 20 avril 1670, — fut longue et laborieuse.

La candidature du cardinal d'Elci se dessina d'abord, soutenue par la faction espagnole, mais vivement combattue par le groupe français. Le duc de Chaulnes, dont les instructions portaient de prononcer « à toute extrémité » l'exclusion officielle, fit informer le Sacré-Collège par les

1. Hanotaux, *Recueil des Instructions*.

cardinaux français que le roi de France était opposé à cette élection¹. Les suffrages se portèrent alors sur le cardinal Brancaccio, mais Médicis, au nom du roi d'Espagne, dénonça contre lui l'exclusion publique. L'effet fut immédiat; cette candidature fut abandonnée et Altieri finit par ceindre la tiare au bout d'un conclave de quatre mois.

Clément X mourut en 1676. Avant de se mettre en route pour le conclave, le cardinal d'Estrées avait reçu de Louis XIV l'ordre de ne pas en venir à « ces exclusions publiques qui sont toujours odieuses et d'employer les voies secrètes et particulières pour détourner les choix jugés désavantageux ». En parlant du cardinal Odescalchi, dont il appréhendait l'élection, le roi ajoutait : « Si toutefois la pluralité des voix était tellement pour lui que son élection ne pût se détourner que par l'exclusion publique, je ne désire pas qu'elle se fasse². »

Les « voies secrètes et particulières » n'aboutirent à aucun résultat; les suffrages, de plus en plus nombreux, se groupaient autour de la candidature d'Odescalchi, et il fallut écrire au

1. Hanotaux, *Recueil des Instructions*.

2. Hanotaux, *ibid.*, p. 274.

roi pour obtenir de lui la main-levée de l'exclusion. La réponse revint favorable et Innocent XI fut proclamé.

Louis XIV, encore une fois, retirait une exclusion qu'il avait rendue notoire. Il avait oublié sa lettre de 1666 au duc de Chaulnes, qui contenait de si bonnes résolutions, et « les inconvénients qui étaient arrivés pendant la minorité » se renouvelaient.

Jamais les rapports entre la France et le Saint-Siège ne furent aussi tendus que sous ce pontificat. « L'affaire de la régale, dit Lucius Lector, celle des franchises, la condamnation de l'assemblée de 1682, l'institution canonique refusée à trente-quatre évêques, l'excommunication fulminée contre un ambassadeur, l'emprisonnement du nonce et l'occupation d'Avignon disent assez à quel point on en était arrivé¹. »

« Il est piquant de constater, ajoute l'auteur du *Conclave*, que Louis XIV n'obtenait un pape selon ses désirs que lorsque il s'abstenait de faire sentir sa pression, tandis qu'il se trouvait toujours en mauvais termes avec ceux

1. Lucius Lector, *Le Conclave et le Veto des gouvernements*, p. 34.

en faveur desquels il avait fini par retirer son exclusion. Il faut avouer aussi que le grand roi ne faisait pas ses concessions d'une façon aimable, et qu'en cédant sur le fond, il employait ces formes impérieuses, presque comminatoires, qui ne se pardonnent guère. Ce fut vraiment le point faible de la politique romaine et conclavaire de Louis XIV. Sa préoccupation constante semble avoir été de donner à l'ingérence française un caractère extérieur aussi accentué, aussi éclatant que possible, au risque de sacrifier le fonds essentiel des choses. On s'imaginait toujours à Versailles qu'il fallait frapper les imaginations, faire montre de puissance et d'autorité, et que, pour avoir un pape déférent et accommodant, le premier point était de persuader au monde entier et au pontife lui-même qu'il ceignait la tiare de par la grâce et la volonté du Roi Très-Chrétien. Principe absolument contraire à la vérité psychologique, notamment en Italie, où — les faits contemporains sont là pour le prouver — une piqure d'amour-propre détruit souvent le bénéfice des concessions accordées, le souvenir des services rendus.

« Philippe II *ordonnait* qu'on choisit le pape parmi les sept candidats qu'il « recommandait »,

et, sans démordre de sa ligne, sans rien diminuer de ses prétentions, il protestait, avec une cauteleuse hypocrisie, de son absolu respect pour la liberté et la dignité du Sacré-Collège. Louis XIV accordait ce qu'on lui demandait, cédant et retirant ses exclusions; mais il avait l'air de parler de plus haut, il imposait au Sacré-Collège l'humiliation de se faire adresser une sorte de supplique et de lui faire attendre la réponse pendant quatre ou cinq semaines¹. »

A la fin de son règne, le roi de France comprit cependant que, dans les conclaves, une politique habile vaut souvent mieux que le fracas des exclusions. Il renonça donc au *veto*, et, le

1. Lucius Lector, *Le Conclave*, pp. 558-559. — « Le roi, dans ses démarches auprès de la cour de Rome, dit M. Hanotaux, s'attache presque exclusivement aux questions de forme, s'appliquant à faire montre de son autorité et de sa puissance, au lieu de les employer à des entreprises vraiment utiles et pratiques... La témérité d'une telle pratique apparaît à tous les yeux. Le monde peut, en un instant, s'incliner devant la volonté hautaine, même si l'exercice d'une telle puissance s'accompagne d'une insistance irritante et d'une sorte d'étalage fastueux... Mais une telle vanité s'accroissant par les concessions mêmes qu'on lui fait, les susceptibilités et les intérêts qu'elle blesse se multiplient. Et, comme ces humiliations et ces rancunes, loin de se dissimuler, sont rendues apparentes, elles se rapprochent et se combinent dans une coalition qui venge d'un seul coup de toutes les avaries et de toutes les rebuffades reçues et endurées. C'est toute l'histoire du règne de Louis XIV. » *Recueil des Instructions*. Introduction, p. 95.

6 octobre 1689, le cardinal Ottoboni devint Alexandre VIII, sans qu'aucune exclusion ait été prononcée.

Les puissances observèrent la même réserve au conclave suivant; l'élection n'en fut pas moins très pénible. Pendant cinq mois le cardinal Barbarigo fut combattu par les trois Cours sans qu'aucune osât cependant dénoncer l'exclusion.

L'empereur Léopold faisait voter contre lui, mais il ne voulait pas qu'on le sût, et il recommandait à son confident, le cardinal Goess, d'agir adroitement et sans bruit. Le 7 mars 1691, le prince de Lichtenstein écrivait à Vienne qu'on tâcherait de provoquer l'échec désiré et d'« en pendre les responsabilités au cou des Français »¹. Mais les Français surent éviter les pièges qui leur étaient tendus; la candidature de Barbarigo fut abandonnée et le cardinal Pignatelli devint Innocent XII, sans que Louis XIV eût exercé la moindre pression en sa faveur (12 juillet 1691).

Dans les premier jours de ce conclave, le cardinal de Médicis écrivait à Léopold I^{er} : « La simple déclaration de votre Auguste Majesté

1. Wahrmond, *loc. cit.*, pp. 293-297.

assurera aussitôt l'obéissance de tous¹ ». Ces paroles sont claires et nettes, et il semble bien que, si tout le Sacré-Collège partage l'opinion du cardinal de Médicis, nous en sommes arrivés au moment précis où le *veto* d'exclusion apparaît comme définitivement constitué. La manifestation officielle d'une volonté royale suffit maintenant pour écarter un candidat du pontificat suprême. Peu importe que la faction qui soutient les vues du prince soit plus ou moins nombreuse, l'exclusion est prononcée, le Sacré-Collège doit s'incliner et se soumettre.

Depuis le coup d'éclat du cardinal d'Avila les choses ont marché vite : moins d'un siècle et dix conclaves ont suffi aux gouvernements pour donner les véritables caractères d'un droit à ce qui n'est, au fond, qu'une atteinte à la liberté de l'Eglise.

L'histoire des conclaves du dix-huitième siècle va maintenant nous montrer le jeu régulier, le fonctionnement normal d'une action qui ne paraît plus discutée. Les princes la pratiquent, du reste, selon l'expression de Lucius Lector, avec l'assurance que leur donne la conscience d'un droit qu'on ne conteste plus.

1. Wahrmond, *loc. cit.*, p. 290.

CHAPITRE IV.

ÉVOLUTION HISTORIQUE DU « VETO » D'EXCLUSION

(suite).

L'EXCLUSION FORMELLE ET DIRECTE.

Au conclave de Clément XI (1700), l'empereur Léopold envoyait à son ambassadeur, le comte Lamberg, une série de formules ainsi conçues : « Cher Comte, si le cas se produisait que le cardinal N... fût sur le point d'être élu pape, et qu'il n'y ait pas d'autre moyen d'empêcher cette élection que celui de prononcer l'exclusion contre lui, employez-le utilement et croyez¹..., etc., etc... »

Et pour ne pas être pris au dépourvu, il y avait un nombre de formules égal à celui des candidats dont Sa Majesté Impériale repoussait

1. Wahrmund, *loc. cit.*, pp. 307-315. « Caro Conte, venendo il caso che il cardinale N... fosse in prossimo ad essere eletto papa, ne altrimenti si potesse impedire, intimerete in conclave a chi conviene, che gli si dia l'Esclusiva, per cui ho giuste ragioni, et vi assieuro della mia grazia. »

l'élection. En outre, l'ambassadeur était muni d'un certain nombre de billets d'inclusion pour qu'à l'élu, quel qu'il fût, le représentant de l'Empereur en pût exhiber un qui portât son nom, afin de produire dans l'esprit du nouveau pape la conviction qu'on avait contribué à son élection¹. Ainsi procédait, un peu naïvement peut-être, la diplomatie autrichienne.

Aucune exclusion ne fut cependant prononcée dans ce conclave.

Il n'en fut pas de même au suivant, où le cardinal allemand Althann formula solennellement le *veto* de l'Empereur contre Paolucci, secrétaire d'Etat du pape défunt.

Ce *veto* constitue certainement la première exclusion formelle et directe. Son effet fut péremptoire : la candidature que repoussait l'Empire fut immédiatement abandonnée, et le cardinal Conti devint Innocent VIII, le 8 mai 1721.

Au conclave de 1724, la seule crainte d'une exclusion de l'Espagne, que l'on savait imminente contre Imperiali, suffit pour empêcher son élection. Sa faction, pour lui éviter l'ennui d'une déclaration publique, se rallia à la candi-

1. Wahrmond, *loc. cit.*, p. 326.

dature du dominicain Orsini, qui fut Benoît XIII, sans qu'on en vînt au prononcé officiel du *veto* (29 mai 1724).

A la mort de Benoît XIII (1730), le cardinal Imperiali n'évita pas cette fois l'exclusion de l'Espagne; il avait oublié le principe : *Semel exclusus, semper exclusus*. Bentivoglio, représentant du Roi Catholique, prononça le *veto* contre lui. Corsini (Clément XII) fut élu, le 12 juillet 1730.

Deux ans plus tard, ce pape publiait la fameuse bulle « *Apostolatus officium* », dont il sera question plus bas.

Le long conclave d'où sortit Benoît XIV (Lambertini, 1740) ne donna lieu à aucune exclusion officielle.

L'élection de son successeur Clément XIII (Rezzonico, 1758) fut précédée de la seule exclusion qui ait été prononcée au nom de la France.

Le cardinal de Luynes informa le Doyen du Sacré-Collège que le Roi Très-Chrétien excluait du trône pontifical le cardinal piémontais Cavalchini.

Clément XIV, 1769, et Pie VI, 1775, eurent des conclaves mouvementés, mais aucune exclusion ne fut prononcée contre eux.

A propos de l'élection de Pie VII (1800), il

convient de signaler une erreur courante que *le Temps* a dernièrement reproduite¹.

Aucun *veto* ne fut formulé pendant son conclave, pas même contre le cardinal Gerdil. Il est certain que l'Empereur avait écrit ce nom sur ses listes d'exclusion, mais dans une lettre au chancelier baron Thugut, le cardinal Herzan, plénipotentiaire autrichien, explique qu'il ne prononça pas le *veto* contre Gerdil parce qu'il craignait d'épuiser son droit sur un premier candidat, et de se trouver ainsi désarmé si la candidature du cardinal Bellisomi, qui ne déplaisait pas moins à l'Empereur, venait à prendre de la consistance².

Voici donc le droit de *veto* définitivement constitué, ses formes pratiquement acceptées, et, par une curieuse ironie des choses, son exercice va devenir de moins en moins fréquent.

Les souverains sentent le caractère odieux de ces interventions brutales, et aussi les conséquences dangereuses qu'elles peuvent entraîner. En 1758, le comte Brunati, ambassadeur d'Autriche à Rome, disait, en parlant de l'exclusion :

1. Numéro du 10 janvier 1905 : « Pie X et le *veto*. »

2. Wahrmond, *loc cit.*, p. 329.

« C'est une épée qui, dégainée, ne peut blesser qu'un seul adversaire; au fourreau, elle peut en mettre plusieurs hors de combat¹. » Cette image montre toute la valeur de la menace seule du *veto*. « D'ailleurs, un cardinal, frappé par le *veto*, devient au conclave un personnage très puissant, qui ne peut plus ceindre la tiare, mais qui souvent la donne. Il décide ordinairement de l'élection et se substitue un *alter ego*, parfois plus redoutable que lui, aux auteurs de son exclusion. Aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner que les instructions des gouvernements recommandent invariablement à leurs mandataires d'éviter le plus possible la dénonciation officielle du *veto*, et de n'y recourir qu'à la dernière extrémité, lorsque tout autre moyen fait réellement défaut². »

*
* *

En 1823, le *veto* fut officiellement prononcé au nom de l'Autriche.

Dès les premiers scrutins, la candidature du cardinal Severoli se dessina d'une façon si nette

1. Wahrmund, *loc. cit.*, p. 316.

2. Lucius Lector, *Le Conclave*, p. 570.

que son succès paraissait assuré. Il avait été noncé à Vienne, mais Metternich l'avait inscrit dans ses listes d'exclusion, car il avait été du nombre des cardinaux qui avaient négligé d'assister au mariage de Napoléon avec Marie-Louise. Aussi, lorsqu'il ne lui manquait plus que quelques voix pour être élu, le cardinal Albani, « l'exécuteur des hautes œuvres de l'Autriche », communiqua au Doyen une note conçue en ces termes :

« En ma qualité d'ambassadeur extraordinaire d'Autriche près le Sacré-Collège, réuni en conclave, qualité notifiée à Vos Eminences, tant par la lettre de Sa Majesté Impériale et Royale, à Elles adressée, que par la déclaration faite à Vos Eminences par l'ambassadeur d'Autriche, et en vertu des instructions qui m'ont été données, je remplis le devoir pénible pour moi de déclarer que la Cour Impériale de Vienne ne peut accepter comme Souverain Pontife Son Eminence le cardinal Severoli, auquel elle donne une exclusion formelle. —
Le 21 septembre 1823. — Albani. »

La candidature de Severoli fut donc écartée; mais ses partisans, blessés par l'exclusion, se firent désigner par Severoli lui-même le candidat pour lequel ils devaient voter : ce fut Della

Genga qui fut élu, le 28 septembre 1823, sous le nom de Léon XII.

Sans doute, Chateaubriand, qui était alors ministre des affaires étrangères, aurait préféré le cardinal Castiglioni, mais il ne fit prononcer et n'eut jamais l'intention de faire prononcer contre qui que ce soit le *veto* d'exclusion. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire ses instructions à son ambassadeur.

« Nous voulons un membre du parti italien, écrivait-il au duc de Montmorency-Laval, du groupe modéré, capable d'être agréé par tout le monde. Tout ce que nous lui demandons se réduit à un seul point : ne pas troubler nos affaires ecclésiastiques. Politiquement, nous ne désirons rien de lui... Peu nous importe qu'on conserve ou modifie l'administration du cardinal Consalvi, pourvu toutefois que, par un excès de zèle rigide, on ne provoque pas une explosion qui donnerait à l'Autriche un prétexte pour s'avancer et intervenir à main armée¹. »

La France, on le voit, n'était guère exigeante et elle n'aurait vraiment pas eu de chance si, avec des désirs aussi vagues, elle eût été réduite à prononcer une exclusion.

1. *Mémoires d'outre-tombe.*

Léon XII mourut en 1829.

Chateaubriand se trouvait alors ambassadeur à Rome, et, dans les deux discours qu'il prononça devant le conclave, il ne désigna aucun cardinal français dépositaire du secret de Charles X. Le Sacré-Collège en conclut donc qu'il n'existait de ce côté aucun projet d'exclusion. Il ne se trompait pas. Chateaubriand, en effet, avait trop de hâte de revoir M^{me} Récamier pour mettre des bâtons dans les roues : « Point de pape encore, dit-il avec impatience, nous l'attendons d'heure en heure. Si j'en croyais les bruits de Rome, nous aurions un pape demain, mais je suis dans un moment de découragement et je ne veux pas croire à un tel bonheur. Vous comprendrez bien que ce bonheur n'est pas le bonheur politique, la joie d'un triomphe, mais le bonheur d'être libre et d'aller vous retrouver¹. »

Quand à son rôle d'ambassadeur, Chateaubriand l'envisageait d'une façon originale : « Nous irons voir chaque soir si les scrutins sont brûlés, écrit-il à M^{me} Récamier, si la fumée sort d'un certain poêle; le jour où il n'y aura pas de fumée, le pape sera nommé et

1. *Mémoires d'outre-tombe.*

j'irai vous retrouver; voilà le fond de mon affaire¹. »

Avec le comte Portalis toutefois, l'auteur des *Martyrs*, prend un ton plus sérieux. Il constate d'abord que « trois choses ne font plus les papes : les intrigues des femmes, les menées des ambassadeurs, la puissance des Cours ». Il énumère et apprécie ensuite les candidatures probables. « Le cardinal Capellari est un homme docte et capable, mais il sera repoussé, dit-on, comme trop jeune... Le cardinal Pacca est très affaibli par l'âge et la mémoire commence à lui manquer totalement... Le cardinal de Gregorio serait un pape convenable... Enfin le cardinal Giustiniani est pauvre et il a des parents pauvres; Rome craindrait les besoins de cette indigence... La France veut-elle exercer le droit d'exclusion, qu'elle partage avec l'Autriche et l'Espagne? L'Autriche l'a exercé dans le précédent conclave contre Severoli, par l'intermédiaire du cardinal Albani. Contre qui la France voudrait-elle exercer ce droit? Serait-ce contre le cardinal Fesch, si par aventure on songeait à lui? ou contre le cardinal Giustiniani? Celui-ci vaudrait-il la peine d'être frappé de ce *veto*,

1. *Mémoires d'outre-tombe.*

toujours un peu odieux, en ce qu'il entrave l'indépendance de l'élection¹? »

Chateaubriand ne se contenta pas cependant d'aller voir les *sfumate* flotter, puis s'évanouir sur les toits du Vatican. Au dernier moment, le 28 mars, profitant de l'entrée tardive du cardinal de Clermont-Tonnerre au conclave, il lui écrivit la lettre suivante :

« MONSEIGNEUR,

« Ne pouvant plus aller communiquer avec vos collègues MM. les Cardinaux français renfermés au palais de Monte-Cavallo, étant obligé cependant de tout prévoir pour l'avantage du service du roi et dans l'intérêt de notre pays, sachant combien de nominations inattendues ont lieu dans ces conclaves, je me vois à regret dans la fâcheuse nécessité de confier à Votre Eminence une exclusion éventuelle.

« Bien que M. le cardinal Albani ne paraisse avoir aucune chance, il n'en est pas moins un homme de capacité sur lequel, dans une lutte prolongée, on pourrait jeter les yeux ; mais il est le cardinal chargé au conclave des instructions de l'Autriche. M. le comte de Lutzow, dans son discours, l'a désigné officiellement en

1. *Mémoires d'outre-tombe*

cette qualité; or, il est impossible de laisser porter au souverain pontificat un cardinal appartenant ouvertement à une couronne, pas plus à la couronne de France qu'à toute autre.

« En conséquence, Monseigneur, je vous charge, en vertu de mes pleins pouvoirs, comme ambassadeur de Sa Majesté Très-Chrétienne, et en prenant sur moi seul toute la responsabilité, de donner l'exclusion à M. le cardinal Albani, si d'un côté par une rencontre fortuite, de l'autre par une combinaison secrète, il venait à obtenir la majorité des suffrages.

« Je suis, etc., etc.

« CHATEAUBRIAND ¹. »

« Cette lettre d'exclusion, lit-on dans les *Mémoires d'outre-tombe*, confiée à un cardinal par un ambassadeur qui n'y est pas formellement autorisé, est une témérité en diplomatie : il y a de quoi faire frémir tous les hommes d'Etat à domicile, tous les chefs de division, tous les premiers commis, tous les copistes aux Affaires Etrangères. Mais puisque le ministre ignorait sa chose au point de ne pas même songer au cas éventuel d'exclu-

1. *Mémoires d'outre-tombe*.

sion, force m'était d'y songer pour lui. Supposez qu'Albani eût été nommé pape par aventure, que serais-je devenu? J'aurais été à jamais perdu comme homme politique. »

Cette précaution fut inutile : Albani n'obtint aucune voix dans aucun scrutin.

Chateaubriand semble, d'ailleurs, avoir oublié le cardinal Castiglione, son favori de 1823 : il en parle fort peu dans ses dépêches au comte Portalis. Ses préférences avaient-elles changé? C'est peu probable, car le soir même du jour où Castiglione devint Pie VIII, le 31 mars, il écrivait à M^{me} Récamier : « Victoire! j'ai un des papes que j'avais mis sur ma liste; c'est Castiglione, le cardinal même que je portais à la papauté en 1823, lorsque j'étais ministre¹. »

Pendant ce conclave, des bruits coururent sur une exclusion possible de l'Autriche contre le cardinal di Gregorio, et sur l'opposition que l'Espagne ne manquerait pas de faire au cardinal Giustiniani, ancien nonce à Madrid. Aucune exclusion ne fut cependant prononcée : la menace seule du *veto* empêcha les suffrages d'aller en assez grand nombre sur les candidatures visées.

1. *Mémoires d'outre-tombe.*

*
* *

En 1830, le chevalier de Labrador, ambassadeur d'Espagne, fit au conclave un discours empreint de la plus affreuse mélancolie : « La vie des peuples, disait-il, comme celle des individus, est tissée de brefs crépuscules de félicité et de longues nuits de douleurs et de gémissements... » La Révolution de Juillet avait, semble-t-il, impressionné ce diplomate qui apercevait partout « des trônes réduits en poudre », et qui parlait « des Césars et de leur fortune » avec des larmes dans la voix¹.

Le marquis de Latour-Maubourg fut moins emphatique : « Sa Majesté, dit-il, dont la politique s'appuie sur le principe de non-intervention, fondement solide de l'indépendance des Etats, ne saurait avoir la prétention d'influer sur les sublimes travaux auxquels Vos Eminences se consacrent en ce moment. » Une restriction se trouvait cependant dans l'exorde de son discours où il était dit que « le roi des Français était jaloux de conserver les prérogatives de la cou-

1. Allocuzione degli Ecc. Signori Ambasciatori straordinari al conclave.

ronne que le vœu public avait placée sur sa tête¹. »

Le Sacré-Collège était perplexe. On savait Louis-Philippe hostile à la candidature du cardinal Macchi, ancien nonce à Paris, qui était resté l'ami de Charles X, et qui ne cachait pas ses attaches au parti du duc de Bordeaux. La France prononcerait-elle l'exclusion contre lui ? Les termes équivoques du discours de l'ambassadeur laissaient planer le mystère.

Cependant², dans la soirée du 3 janvier 1831, des mains indiscrètes avaient intercepté un billet qui fut reconnu pour être écrit de la main d'Albani, dépositaire du secret d'Autriche, et qui était ainsi conçu :

« Mon cher ami, on ne veut ici ni de Capellari ni de Pacca, encore moins de Pedicini. Je m'efforcerai de seconder vos désirs et je crois être assuré de réussir. Demain matin, je ferai proposer votre Macchi. Je suis persuadé que le parti contraire accueillera ce choix, ne soupçonnant pas qu'il puisse être agréable à l'Autriche ; ainsi préparez-vous, car il sera pape. »

1. Lucius Lector, *Le Conclave*, p. 244. Le discours du marquis de Latour-Maubourg s'y trouve reproduit en entier d'après un *Diario* inédit.

2. D'après le *Diario* de Dardano.

Le lendemain, tout le monde à Rome connaissait la teneur de ce billet, et le marquis de Latour-Maubourg prit aussitôt ses précautions contre l'éventualité de cette élection. Le 4 janvier, il fit parvenir une lettre au cardinal Isoard, dans laquelle il l'invitait à « donner une exclusion formelle, en faisant usage du droit qui appartient à la couronne de France », au cas où les suffrages se porteraient trop nombreux sur le nom de Macchi. Il adressait en même temps au Cardinal-Doyen la notification suivante :

« Monsieur le Cardinal, j'ai lieu de penser que Votre Eminence a été informée que Son Eminence M. le cardinal Isoard a reçu les instructions du gouvernement français, et qu'il est chargé de maintenir et exercer près du conclave les droits appartenant à la couronne de France. Cependant, je crois plus convenable d'en informer d'une manière plus précise Votre Eminence, de l'engager à accorder une entière créance aux paroles de Son Eminence M. le cardinal Isoard, et de faire savoir au Sacré-Colège qu'il a une connaissance exacte des sages instructions de son roi. »

Le cardinal Isoard fit sentir au conclave combien l'élection de Macchi plairait peu à son gouvernement, et il parvint ainsi, « par les voies

secrètes et particulières », à écarter cette candidature, sans prononcer d'exclusion formelle.

Les votes se portèrent alors sur le cardinal Giustiniani.

Le Sacré-Collège n'ignorait pas que, pendant sa nonciature à Madrid, Giustiniani s'était montré favorable aux revendications de don Carlos et que Sa Majesté Catholique ne lui accordait pas toute sa sympathie. Mais l'élégiaque chevalier de Labrador, dans son discours de réception, s'était contenté d'exhaler des plaintes amères sur les malheurs des temps, sans faire aucune allusion à l'existence d'un projet éventuel de *veto*. Personne ne crut donc le cardinal espagnol Marco y Catalan, lorsqu'il avisa quelques-uns de ses collègues qu'en poussant plus loin la candidature de Giustiniani ils provoqueraient l'exclusion de l'Espagne.

On eut tort, car le 9 janvier, la communication suivante fut remise au Doyen qui en donna lecture :

« Le soussigné, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté Catholique auprès du Saint-Siège, fait ses compliments distingués à Son Eminence le Cardinal-Doyen et le prie de faire savoir au Sacré-Collège réuni en conclave qu'au nom de son auguste Souve-

rain et par ordre express de Sa Majesté Catholique il donne l'exclusion du trône pontifical à l'Eminentissime cardinal Giustiniani.

« PEDRO GOMEZ LABRADOR. »

Le cardinal Giustiniani, qui avait eu 21 voix, n'en eut plus que 10 après le *veto* de l'Espagne. Au scrutin suivant, il en eut encore 3 ; puis, sa candidature fut totalement abandonnée, et le Sacré-Collège finit par désigner le cardinal Cappellari, qui prit le nom de Grégoire XVI (2 février 1831).

Les conclaves de Pie IX et de Léon XIII furent si brefs que toutes les combinaisons diplomatiques demeurèrent vaines devant le fait accompli.

A la mort de Grégoire XVI, une sorte de hâte fiévreuse s'empara du Sacré-Collège ; le conclave s'était à peine réuni dans la soirée du 14 juin 1846 que deux jours après le cardinal Mastai portait le nom de Pie IX.

Le cardinal Mastai était exclu par l'Autriche ; mais lorsque le cardinal Gaisruck, qui devait formuler le *veto* de l'empereur, arriva à Rome, le 21 juin, la tiare ceignait depuis déjà cinq jours le front de Mastai.

En 1878, une hâte plus grande encore déjoua tous les projets.

Entrés en conclave le 19 février, les électeurs s'accordèrent le lendemain sur la candidature du cardinal Pecci, archevêque de Pérouse, qui devint Léon XIII, sans qu'aucune exclusion ait été prononcée.

La France se contenta d'affirmer qu'elle ne croyait avoir perdu « aucun des privilèges qui lui ont été légués par une longue tradition, et dont en ce siècle il a été fait usage sans contestation par d'autres puissances ». Ces prérogatives, selon l'expression de M. Dufaure, constituaient « un dépôt dont il n'appartenait à aucun pouvoir de se dessaisir ».

Des bruits coururent cependant d'après lesquels le président de Mac-Mahon aurait chargé le cardinal de Bonnechose de prononcer le *veto* contre le cardinal barnabite Bilio. Sans doute, on avait dit en France : « Nous préférerions qu'il (le pape) fût élu en dehors des cardinaux engagés dans les ordres monastiques et étrangers au gouvernement des affaires humaines. » Mais le cardinal Bilio n'était pas le seul des membres du Sacré-Collège qui fit partie d'un ordre religieux ; les cardinaux Panebianco, Franzelin, Martinelli, pour ne citer que ceux-là,

auraient été également visés par cette illusoire exclusion. On sait d'ailleurs que l'indication confidentielle de certaines préférences ne constitue jamais l'exercice du *veto*, qui implique nécessairement une déclaration publique et officielle.

*
* *

Le long et puissant pontificat de Léon XIII sera certainement entre les intéressants que l'histoire aura à enregistrer et, en faisant la part des circonstances où les événements se sont produits, il restera, pour l'habileté, la constance, l'inspiration diplomatique de l'auguste vieillard, fécond et glorieux. Nous n'avons pas à raconter ici l'œuvre accomplie au cours de ce règne de vingt-cinq années; disons seulement que le cardinal Rampolla aida seul, dans leur tâche, les mains débiles et tremblantes de l'ancien archevêque de Pérouse; que, seul, il connut tous les orages de pensées que renfermait cette tête au tremblement sénile; que, seul, il partagea avec le pape défunt le gouvernement de l'Église universelle.

Sa haute personnalité dominait donc toutes les autres au conclave qui s'ouvrit le 31 juillet 1903.

Sans compter les nombreux partisans qu'il

avait en Italie et ailleurs, le secrétaire d'État était soutenu par les Français, qui connaissaient ses sympathies pour la *Fille aînée de l'Église*, et par les Espagnols, qui n'avaient pas oublié sa nonciature à Madrid, pendant laquelle il avait fortement contribué au succès d'Alphonse XII.

Ses adversaires étaient naturellement les cardinaux de « langue allemande » et tous ceux qui reprochaient à Léon XIII d'avoir favorisé inconsidérément les aspirations des démocraties modernes en regardant trop souvent en bas, du côté des foules, au lieu de regarder uniquement en haut, du côté des rois. Le cardinal Rampolla avait évidemment contre lui la Triple-Alliance, qui fit voter, dit-on, pour le cardinal Gotti.

Dès le premier scrutin, les deux tiers des suffrages se divisèrent entre eux, tandis que l'autre tiers s'éparpillait sur une dizaine de noms : le cardinal Rampolla avait 24 voix, le cardinal Gotti en avait 17. Le soir, le secrétaire d'État gagnait 5 voix.

Une troisième candidature, incertaine au début, se précisait cependant peu à peu à chaque séance. Le dimanche matin, 2 août, le nom du cardinal Gotti était définitivement abandonné et

le cardinal Sarto, patriarche de Venise, obtenait 21 voix. Le secrétaire d'État restait toujours en tête avec 29 voix.

La tiare ne planait plus que sur deux têtes, les chances étaient égales et le conclave s'annonçait long et laborieux, lorsqu'éclata l'incident qui devait en hâter la fin. Avant le scrutin du soir, le cardinal Puzyna, prince-évêque de Cracovie, prononça les formules d'exclusion au nom de François-Joseph, empereur d'Autriche et roi de Hongrie :

« Je me fais un honneur, dit-il, ayant été appelé à cet office par un ordre très haut, de prier Votre Eminence, en sa qualité de Doyen du Sacré-Collège et de Camerlingue de la sainte Église romaine, de vouloir bien apprendre pour sa propre information et pour le déclarer d'une manière officielle, au nom et par l'autorité de François-Joseph, empereur d'Autriche et roi de Hongrie, que Sa Majesté, entendant user d'un droit et d'un privilège anciens, prononce le *veto* d'exclusion contre Mon Eminentissime seigneur le cardinal Mariano Rampolla del Tindaro.

« Rome, 2 août 1903.

« J. card. PUZYNA. »

« La scène fut belle, écrit M. J. de Bonnefon; tous ces vieillards, oubliant leur âge, leur

pourpre, leur coutume du maintien, leur science de l'attitude, s'agitèrent. Le cardinal de Vienne, très ému, était rouge et tremblait. Il avait cessé de parler, mais ses lèvres remuaient. Tous les couds se tendirent vers la victime du *veto* ; nulle émotion sur le masque de ce visage. La bouche du cardinal Rampolla était entr'ouverte comme de coutume. L'expression du regard échappait, noyée dans l'abîme d'azur de la plus tranquille limpidité. Sans hâte ni lenteur, il se leva et laissa tomber cette phrase (qui n'a jamais été exactement citée) : « Je dois personnellement remercier celui qui éloigne de moi un fardeau que je n'ai jamais sollicité, ni désiré. Cependant, au nom de la liberté du Sacré-Collège, je proteste contre la pression venue de l'extérieur. » Et ce fut tout...¹. »

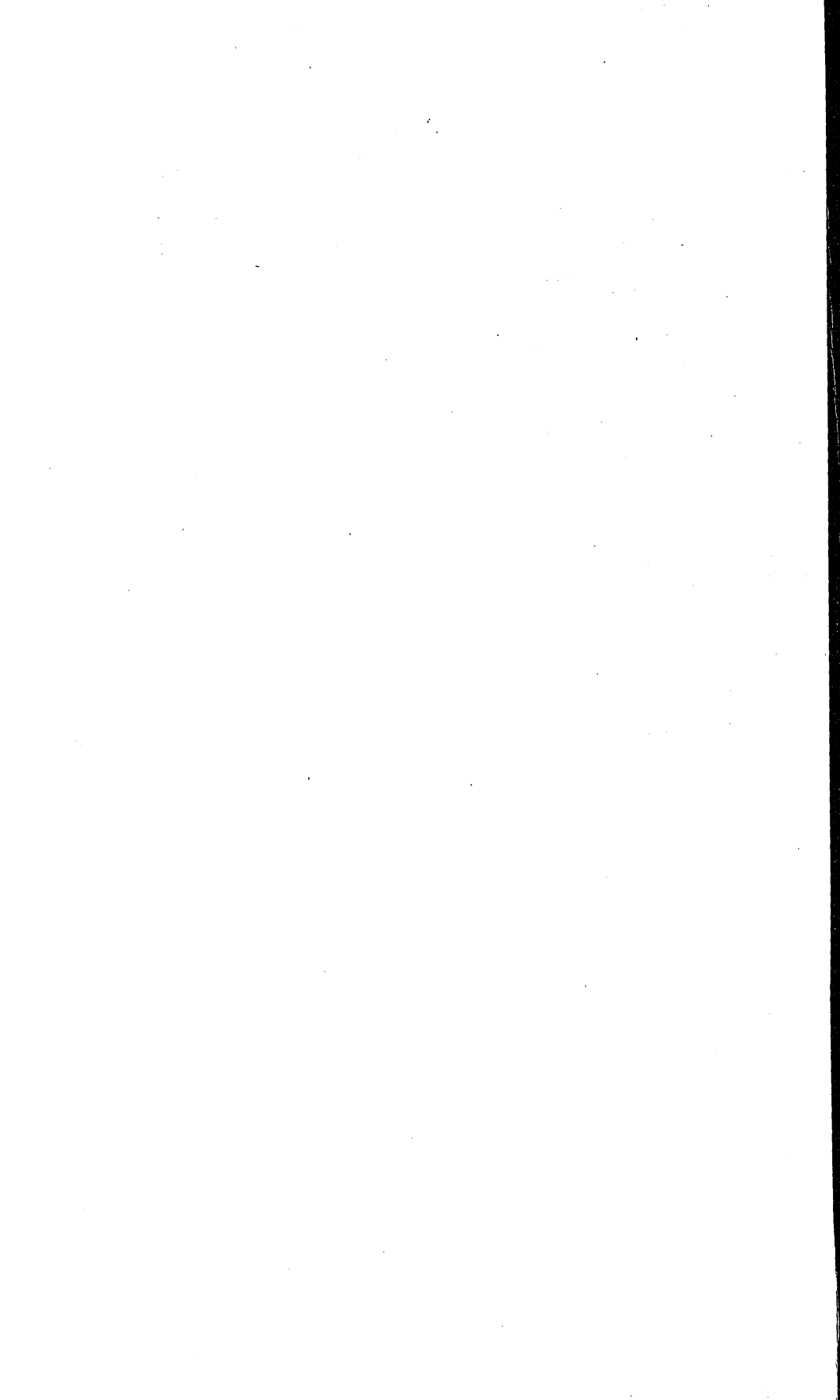
L'intervention impériale fut suivie du vote, et, chose étrange, elle valut une voix de plus au cardinal Rampolla. Trente bulletins portant son nom sortirent du calice. Pour la première fois, depuis plus de deux siècles, le *veto* produisait un tel effet.

Mais le lendemain, après une nuit de réflexion, les suffrages commencèrent à l'aban-

1. *Le Journal*, janvier 1905.

donner pour se porter sur le nom du patriarche de Venise et dix voix seulement lui restèrent fidèles lorsque le cardinal Sarto fut proclamé pape le 4 août 1903¹.

1. Les détails de ce conclave et surtout la portée et les résultats du *veto* prononcé au nom du gouvernement austro-hongrois ont été analysés d'une façon remarquable par *Un Témoin* dans un article de la *Revue des Deux-Mondes* (n° du 15 mars 1904). Nous n'avons pas voulu, en la résumant ici, dénaturer cette véritable page d'histoire où la finesse et l'esprit ne le cèdent qu'à la grandeur et à l'élévation des idées, aussi en avons-nous placé le principal passage en appendice, à la fin de cette thèse.



DEUXIÈME PARTIE

Le Droit.

CHAPITRE PREMIER.

DOCTRINES ANTÉRIEURES AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

Les premiers débats sur la valeur juridique des interventions séculières aux conclaves s'ouvrirent à la fin du seizième siècle, au moment où l'ingérence espagnole se manifestait avec tant d'éclat, à l'époque où les Rois Catholiques, maîtres du monde, ne se contentaient plus des simples manœuvres de l'exclusion et en étaient arrivés à vouloir dicter l'inclusion elle-même. Situation terrible pour le Sacré-Colège, qui sentait son indépendance diminuer à

chaque élection et qui entrevoyait déjà l'odieuse servitude à travers les marques hypocrites de respect que Philippe II ne manquait jamais de témoigner pour la liberté et la dignité du conclave.

Déjà le pape Pie IV (1559) avait élevé la voix, et nous verrons plus loin en quels termes, contre les « *intercessionibus principum* », lorsque, à la fin du pontificat de Clément VIII, la théologie romaine essaya de réagir contre l'ingérence espagnole. Certes, l'audace était grande, mais le courage l'était aussi, et le *veto* fut présenté comme une violation des lois canoniques, une pratique simoniaque qu'il fallait à jamais supprimer¹.

Philippe II s'émut ou plutôt simula une émotion. Pour étouffer la voix des remords qui troublaient la sérénité de sa royale conscience,

1. On lit dans un récit manuscrit du conclave de 1590 : « L'arrogance et l'insolence des cardinaux espagnols était telle qu'ils prétendaient faire la loi au Collège cardinalice ; c'était là une tyrannie que ceux qui se déclaraient amis de la liberté ecclésiastique ne pouvaient supporter d'aucune façon... Des groupes nombreux, pleins de zèle pour le bien public de la religion, résistèrent contre les insolences des Espagnols, montrant combien était tyrannique de leur part le fait d'imposer *sept* noms aux suffrages du Sacré-Collège, et de vouloir plier les cardinaux à leur volonté pour exclure du pontificat suprême les candidats qu'ils repoussaient. » (*Traduit de l'italien.*)

il décida de faire juger par trois canonistes les accusations dont le *veto* faisait l'objet. Le dominicain Valencio, l'auditeur De Rote Pena et le jésuite De Acosta se réunirent donc. La sentence que rendit cette commission n'est pas connue; on sait seulement qu'elle ne plut pas au Roi Catholique puisque une autre commission fut convoquée, composée du jésuite De Acosta et de deux confesseurs de la cour. Mais Philippe II mourut avant qu'elle eût terminé ses travaux, et Philippe III, dont la conscience n'était pas plus tranquille que celle de son auguste père, appela une troisième commission qu'il composa, pour plus de sûreté, de deux éléments, l'un laïque, l'autre ecclésiastique. L'élément laïque était représenté par le comte de Miranda et par don Juan Idiaquez; le cardinal de Séville et le dominicain Cordova formaient l'élément ecclésiastique.

Les quatre commissaires donnèrent la solution suivante : « Il est licite au roi d'Espagne, pour la sauvegarde des intérêts de son royaume, de faire sentir son influence dans les élections pontificales; il peut légalement prononcer l'inclusion ou l'exclusion; il peut enfin donner des charges ou accorder des bénéfices aux cardinaux, à la condition toutefois que

la liberté de ces derniers ne soit pas diminuée¹. »

Ces conclusions parurent acceptables à Philippe III, qui ne réunit pas une quatrième commission : la conscience royale était désormais tranquille.

Avant de les critiquer, il convient d'adresser à ces conclusions l'éloge qu'elles méritent : elles démontrent d'une façon péremptoire la sagesse et l'esprit de ceux qui les ont rédigées. Deux commissions s'étaient déjà réunies et les travaux de la première n'avaient pas abouti. Allonger encore la série des commissions, c'eût été prolonger la torture spirituelle du Roi Catholique. L'indépendance absolue chez les juges n'est pas toujours une qualité, les quatre commissaires, en bons courtisans qu'ils étaient, le savaient mieux que quiconque : ils prirent donc pour point de départ la sauvegarde des intérêts royaux et affirmèrent ainsi à Sa Majesté Catholique qu'elle possédait un véritable droit d'ingérence dans l'élection des papes.

Cependant, c'est ici que la critique commence, la souveraineté de l'Église, à la fin du

1. Gindely, *Zur Geschichte der Einwirkung Spaniens auf die Papst wahlen*. (Sitzb. d. Wiener Akad. Bd. 38.)

seizième siècle, était incontestable et incontestée : le pape était Pontife et Roi. Les intérêts les plus graves de l'Église ne pouvaient donc se subordonner aux ambitions politiques de l'Espagne. Sans doute, Philippe III était un prince catholique qui faisait sienne la cause de l'Église, mais il y mettait de l'exagération et l'indépendance de la papauté ne le préoccupait guère.

La raison d'État n'en est plus une lorsque elle est invoquée pour porter atteinte au droit immuable et absolu que possède toute puissance souveraine d'élire son chef.

Les cardinaux électeurs, selon l'expression de Pie IV, ne doivent avoir que Dieu devant les yeux et éloigner par conséquent toute préoccupation relative aux intérêts contingents des royaumes. Ils ont, du reste, assez de jugement et de sens critique pour savoir distinguer sans les conseils de personne le juste de l'indigne, l'habile de l'incapable, et pour élire celui que « devant Dieu ils auront jugé le plus apte à gouverner avec fruit et utilité l'Église universelle¹ ».

Prises donc dans leur sens le plus absolu, les conclusions qui nous occupent doivent être

1. Clément XII, Bulle : « *Apostolatus officium*. »

rejetées. Mais si la commission que réunit Philippe III se proposait simplement de reconnaître au Roi Catholique un droit d'intervention officieuse, un droit d'amicale remontrance, l'époque où ces conclusions furent formulées obligeait le Saint-Siège à les tolérer.

L'Espagne était encore le plus vaste royaume qui eût existé en Europe depuis Charlemagne. Sans doute, la décadence commençait. Usé par des luttes trop étendues et trop prolongées, s'affaissant de lui-même sous la lassitude des combats, l'empire de Charles-Quint en était à son déclin. Mais le prestige du Roi Catholique était encore vivace; Philippe III était toujours le bras droit du Saint-Siège, et Rome le savait prêt à tirer son épée pour défendre l'Église contre les schismes, les hérésies et les invasions turques. Le Sacré-Collège pouvait donc tolérer, et il était même sage qu'il tolérât, au profit de la couronne d'Espagne, un droit d'intervention officieuse dans l'élection pontificale. Les intérêts supérieurs de l'Église étant en jeu, il fallait que celui qui devait occuper la chaire de Pierre ne fût pas en mauvais termes avec le Roi Catholique.

Quoi qu'il en soit, les conclusions de la commission que réunit Philippe III n'impression-

nèrent guère le Sacré-Collège, car, le 1^{er} avril 1605, Léon XI (Médicis) fut élu pape malgré les tumultueuses protestations du cardinal d'Avila, dépositaire du « secret » d'Espagne.

*
* *

Pendant le conclave d'Innocent XI (1644), le duc Savelli, ambassadeur de l'Empereur, envoya à Vienne un rapport dans lequel se trouvait analysée une note du jésuite Valentini, confesseur du conclave. Cette note concluait à la soumission complète du Sacré-Collège aux exclusions du roi d'Espagne.

« La confiance et la bonne harmonie, disait ce religieux, doivent régner entre le Saint-Siège et les princes chrétiens pour amener la paix universelle. Le pape doit donc être choisi en vue de cette nécessité. Or, les cardinaux seraient coupables devant Dieu si, par l'élection d'un candidat exclu par les Couronnes, ils provoquaient une rupture entre la papauté et les souverains des grands États catholiques¹. »

Cette note, qui était rédigée pour soutenir l'exclusion que l'Espagne avait fait prononcer contre le cardinal Sachetti, parut à l'époque où

1. Wahrmond, *Ausschlies...*, p. 135.

la guerre de Trente ans secouait l'Europe tout entière : cela explique les sentiments pacifistes de son auteur.

Au fond, la thèse du jésuite Valentini crée une responsabilité que chaque cardinal encourt devant Dieu au sujet de l'élection. Il est certain que cette responsabilité existe, puisque avant chaque scrutin les cardinaux prêtent le serment suivant : « Je prends à témoin Notre-Seigneur Jésus-Christ qui doit me juger que j'élis celui que, selon Dieu, je juge devoir être élu... » Toute la question est de savoir quel est le fondement de cette responsabilité. Est-ce le fait lui-même de l'exclusion, comme semble le dire le confesseur du conclave ? Nous ne le pensons pas et nous croyons, au contraire, que ce qui constitue le fondement de cette responsabilité, c'est le danger que peut faire courir à l'Église la consommation d'une élection jugée téméraire. Si le Sacré-Collège pressent, par exemple, que l'élévation d'un candidat déterminé peut être la cause d'un schisme, aucun doute ne peut s'élever et les cardinaux doivent, en conscience, éviter une telle élection.

Telle est l'opinion que formula onze ans plus tard un théologien jésuite, le cardinal de Lugo, lors du conclave d'Alexandre VII (1655).

Partant du principe juridique généralement admis que le plus digne doit être jugé, non d'après ses qualités personnelles, mais par rapport au service de l'Église, le cardinal soutenait qu'élire un candidat tenu en défiance par le plus grand monarque de la chrétienté était un danger pour l'Église : « Si les princes séculiers, disait-il, ne peuvent prendre part à l'élection du Pontife suprême, rien dans les canons et les constitutions apostoliques ne leur défend de demander, dans les formes convenables, aux cardinaux amis ou sujets de ne pas concourir à l'élection d'un candidat qui n'a pas leur confiance. » Et il concluait qu'il est injuste de blâmer les cardinaux qui sont disposés à déférer aux désirs de Sa Majesté Catholique¹.

Le cardinal semble avoir oublié les dispositions contenues dans les bulles « *In eligendis* » et « *Æterni patris* », qui avaient été déjà publiées et dont il sera question plus loin. Quoi qu'il en soit, il ne paraît pas reconnaître à la couronne d'Espagne un droit ou un privilège ; il conseille tout simplement une prudente déférence à son égard. L'état des choses le veut ainsi, pour éviter des maux plus grands à l'Église.

1. Wahrmond, *Beit.*, p. 18.

Louis XIV pensait à la façon du cardinal de Lugo quand il écrivait au duc de Chaulnes et au duc de Créquy, ses ambassadeurs à Rome : « Si les choses passaient par la raison, les cardinaux devraient bien se garder de jamais élire pour pape un sujet qui serait formellement exclu par un roi de France ni même par celui d'Espagne, pour les grands maux qui pourraient arriver à la religion, si l'un ou l'autre n'acquiesçait pas à l'élection. *Mais, outre que cela peut arriver*¹... »

La thèse du cardinal de Lugo était écrite dans le but de soutenir l'exclusion que l'Espagne dénonçait pour la seconde fois contre le cardinal Sachetti. Un partisan de l'« exclu » venait de condamner formellement le *veto*. « Les souverains, disait-il, ne peuvent, sans commettre une faute grave, s'opposer à l'élection d'un candidat quelconque au Pontificat suprême. Quand aux cardinaux qui, pour être agréables aux Couronnes, donnent leurs suffrages à d'autres que ceux qu'ils jugent les plus dignes, ils pèchent mortellement². »

1. Hanotaux, *Recueil des instructions*, p. 129.

2. Wahrmund, *loc cit.*, p. 9.

CHAPITRE II

THÉORIE IMPÉRIALE

Ces polémiques, ces mémoires, ces traités, hâtivement rédigés au sein même des conclaves, constituent tout ce que le dix-septième siècle a produit relativement au *veto* qui, d'ailleurs, n'existait pas encore tel qu'il sera pratiqué dès le début du dix-huitième siècle, sous sa forme définitive et juridique. C'est donc seulement à partir de cette époque, au moment où l'exclusion, cessant d'être une manœuvre électorale, se transforme en droit positif, que l'on trouvera la question examinée au point de vue scientifique.

Et, de fait, pendant la première moitié du dix-huitième siècle, une thèse systématique et exagérée prévalut en Allemagne où, en cherchant à déterminer l'origine et la valeur du *veto*, on voulut en faire, au profit des couron-

nes d'Autriche, de France et d'Espagne, la continuation de l'antique prérogative des Empereurs¹. On présenta même l'exclusion comme un *droit impérial* réservé au trône des Habsbourg; seul, le *veto* de l'Empereur aurait le caractère d'un droit, parce que le Chef du Saint-Empire l'exerce en vertu de son *droit d'advocatie*, — *Advocatus Ecclesiæ Romanæ*, — hérité de Justinien et de Charlemagne. Celui de l'Espagne et de la France serait un abus que les circonstances n'ont pas permis de supprimer. Quant au privilège impérial, il est absolu et général. Absolu, en ce sens qu'une élection faite au mépris du *veto* de l'Empereur est nulle; général, parce que le nombre des exclusions impériales n'est pas limité².

Ces dernières prétentions n'ont jamais quitté le domaine spéculatif, et les puissances qui ont exercé le droit de *veto* ne les ont point adoptées. En outre, et avant d'étudier le fond de la thèse

1. M. Pierantoni, professeur de Droit international public à la Faculté de Rome, sénateur du royaume, paraissait incliner vers cette opinion dans une conversation que nous eûmes ensemble à la Bibliothèque Alexandrine.

2. Buder, *Vindiciæ juris imperatorii adversus Urbis Romæ Episcopos*, Ienæ, 1719. — Kemmerich, *De Jure imperatoris circa constituendum Ecclesiæ Romanæ Caput*, Ienæ, 1730. — Estor, *Commentatio de Jure exclusivæ*, Ienæ, 1749.

qui nous occupe, il convient de faire ressortir l'arbitraire de cet exclusivisme allemand qui tend à ne reconnaître qu'au seul *veto* de l'Empereur le véritable caractère d'un droit.

Si le *droit d'advocatie* est vraiment l'origine juridique du *veto* d'exclusion, le Chef du Saint-Empire n'en est pas l'unique héritier. Sans doute, depuis Rodolphe, fils du comte Albert de Habsbourg, l'empereur d'Allemagne est le successeur de Charlemagne ; mais les rois d'Espagne, par Charles-Quint, et les rois de France, par les Carlovingiens, peuvent avec lui revendiquer à bon droit une part d'héritage du grand Empereur.

*
* *

Pendant les six premiers siècles, l'élection des papes fut faite par le clergé et par le peuple. Ce mode d'élection eut ses résultats logiques : de la rivalité des factions naquirent des schismes, plusieurs papes se trouvèrent en présence qui furent obligés, pour se donner l'autorité que le parti adverse leur refusait, d'invoquer l'appui des rois Goths d'abord et de leur donner, en échange, le droit d'approuver les élections pontificales, ainsi qu'un tribut de trois mille sous d'or.

En 555, Justinien, maître de l'Italie par les victoires de Bélisaire et de Narsès, finit par imposer définitivement à la papauté l'approbation impériale de l'élection.

C'est de cette étreinte que cinq siècles plus tard l'inexorable fermeté d'Hildebrand devait dégager la papauté, en traçant dans la célèbre bulle « *In nomine Domini* », la voie au terme de laquelle se trouve la liberté des élections pontificales.

Après la mort de Justinien, Byzance vit s'affaiblir peu à peu son influence sur les élections des papes. Devant les périls de l'invasion barbare, l'autorité des Exarques ne tarda pas à décroître¹; seuls debout au milieu des ruines, les papes virent se grouper autour d'eux les populations effrayées; les lointains empereurs furent vite oubliés et lorsque, le jour de Noël de l'an 800, Charlemagne, roi tout puissant de l'État le plus grand qui eût existé en Europe depuis l'effondrement de l'Empire romain, fut

1. Lorsque les lieutenants de l'Empereur voulurent chasser de Rome les papes Sergius (687) et Jean VI (701), qui n'avaient pas attendu pour se faire consacrer l'approbation impériale, le peuple s'y opposa avec succès. Déjà, en 685, Jean V se fit consacrer sans que le *placet* impérial eût été donné.

couronné Empereur par Léon III, six papes¹ avaient ceint la tiare sans demander aux Exarques la confirmation de leur élection².

Le privilège d'intervention restait cependant attaché à la couronne impériale ; mais il parut plus digne au grand Empereur et aussi à son fils, Louis le Débonnaire, de laisser à l'élection pontificale toute la plénitude de sa liberté.

En 824 (le droit impérial dormait depuis près d'un siècle), le pape Eugène II fit prêter à son clergé un serment où il était dit entre autres choses : « Je promets de ne consentir jamais, pour autant qu'il sera en moi, à ce que l'élection du pape sur ce siège romain se fasse autrement que selon les canons et la justice, ni que l'élu soit consacré avant que, en présence du clergé et de *l'envoyé de l'Empereur*, il ait fait un serment semblable à celui que le pape Eugène a fait et prescrit pour l'avantage de tous. »

Soixante ans plus tard, le droit de confirmation fut aboli par Adrien III. Il déclara que

1. Zacharie (741-752), — Étienne II (752-757), — Paul I^{er} (757-767), — Étienne III (768-772), — Adrien I^{er} (772-795), — Léon III (795-816).

2. Le dernier pape qui demanda la ratification de son élection à Byzance fut Grégoire III (731).

« dorénavant le pontife élu serait consacré *librement, sans l'intervention d'ambassadeurs impériaux* ». Mais, en 898, Jean IX rétablit la tutelle impériale : « Nous statuons, dit-il, qu'à l'avenir l'élection du pape se fera par les évêques et par le clergé, en présence du Sénat et du peuple ; *mais sa consécration ne pourra être faite qu'en présence des députés de l'Empereur, qui veilleront à en maintenir la liberté.* »

En 1059, le 13 avril, le pape Nicolas II, inspiré par Hildebrand, proclama la bulle « *In nomine Domine* ». Le plan grandiose du futur Grégoire VII se révèle tout entier dans ce célèbre document : une théocratie universelle dominant les peuples du monde. Or, il ne fallait pas songer à substituer un Pape-César à l'empereur déchu de la Rome païenne ; c'eût été la négation trop directe de la doctrine du Christ. Mais, si le successeur de Pierre ne pouvait revêtir lui-même la pourpre impériale, il pouvait partager avec le Chef du Saint-Empire romain la domination universelle, ou plutôt régner par lui sur la terre ; le Pape serait la tête et l'Empire le bras. Aussi, au lieu de songer à détruire l'Empire, Hildebrand voulut le perpétuer. Il réalisait ainsi son idéal de gouvernement : l'Em-

pereur sacré à Rome, chef temporel des peuples chrétiens et fidèle exécuteur des décrets du Souverain Pontife.

Une entrave restait cependant, gênant la papauté dans sa marche vers le faite : c'était le *droit de confirmation*. La bulle « *In nomine Domine* » ne le supprime pas ; mais une phrase habilement conçue en mesure la portée, l'harmonise même avec le rêve théocratique d'Hildebrand : « ... Eligatur autem de ipsius Ecclesiæ gremio si reperitur idoneus, vel si de ipsa non invenitur ex alia assumatur : salvo debito honore et reverentia dilecti filii nostri Henrici qui impræsentiarum Rex habetur et futurus Imperator, Deo concedente, *speratur, sicut jam sibi concessimus* et successoribus illius, qui ab hac apostolica sede personaliter hoc jus impetraverint¹. »

Le *droit de confirmation* n'a plus ainsi sa physionomie d'autrefois ; il n'est plus le joug

1. « ... Qu'il (le pape) soit choisi dans le sein même de son diocèse s'il se trouve quelqu'un de capable, sinon qu'il soit pris dans un autre, en tenant compte toutefois de l'honneur et du respect qui sont dus à notre cher fils Henri, maintenant Roi, et qui, s'il plaît à Dieu, sera Empereur, *ainsi que nous l'espérons et comme nous le lui avons promis*, à lui et à ceux de ses successeurs qui en feront personnellement la demande auprès de ce siège apostolique. »

pesant liant les destinées de la papauté aux caprices des volontés impériales. Il se présente maintenant comme le résultat d'une entente réciproque entre deux puissances nécessaires l'une à l'autre, il devient en quelque sorte l'enjeu d'une politique concordataire. Il n'est plus que l'ombre de la prérogative ancienne : il apparaît comme un privilège exclusivement attaché à la couronne de Charlemagne, et non plus comme un droit régalien inhérent au trône de Germanie. Or, la couronne de Charlemagne n'est pas héréditaire, elle est donnée par le pape qui en dispose à son choix. Le pape *espère* que ce choix se portera sur Henri, il le lui a même *promis* ; cependant, faut-il que le prince mérite personnellement l'exécution de cette promesse. Chacun de ses successeurs se trouvera dans le même cas et devra venir, en personne, à Rome, recevoir de la main du pape la couronne impériale.

C'est dans ces très anciens textes que l'on a cru trouver l'origine juridique de l'action qu'ont exercée les couronnes d'Autriche, de France et d'Espagne.

Mais le patrimoine juridique de Charlemagne n'est pas tombé intact entre les mains de ses successeurs. La lutte ardente et sans merci que

la papauté soutint contre l'Empire à propos des Investitures ensevelit sous ses ruines les prétentions impériales. Le concordat de Worms¹, en terminant la fameuse querelle qui avait usé six papes² et deux empereurs³, consacra définitivement le triomphe de la papauté. On ne trouve dans le texte de ce mémorable traité aucune mention du droit de confirmation des élections papales, et, depuis cette époque, il n'en est plus question. En outre, Alexandre III et Grégoire X, qui organisèrent le conclave et confièrent aux seuls cardinaux le droit d'élire le pape, écartèrent définitivement le privilège impérial que leurs prédécesseurs avaient accordé.

Et lorsque, au seizième siècle, les souverains catholiques pratiquèrent aux conclaves l'exclusion soit secrète soit publique, peut-on dire que l'antique privilège impérial, éteint depuis longtemps, avait ressuscité à leur profit, à la façon du phénix qui renaît de ses cendres? Non. Tout porte à croire qu'un phénomène aussi extraordi-

1. Ce Concordat, qui est le plus ancien que l'on connaisse, fut conclu en 1122, entre le pape Calixte II et l'empereur Henri V.

2. Alexandre II (1061-1073), Grégoire VII (1073-1085), Victor III (1086-1087), Urbain II (1088-1099), Pascal II (1099-1118), Gélase (1118-1119).

3. Henri IV (1056-1105), Henri V (1105-1125).

naire ne s'est pas produit et que les ingérences séculières de cette époque découlent tout naturellement de la législation d'Alexandre III contenue dans la bulle « *Licet de vitanda discordia* ».

D'ailleurs, le *veto* d'exclusion moderne ne ressemble en rien au droit de confirmation impériale d'autrefois : on sait en effet que le *veto* doit être formulé avant que le scrutin définitif ait donné son résultat ; après l'élection, il n'a plus aucune valeur et ne produit aucun effet. Au contraire, le droit impérial tenait en suspens la consécration de l'élu, il était une sorte d'approbation postérieure à l'élection.

CHAPITRE III.

THÉORIE ALLEMANDE.

Plus tard, l'Allemagne présente le *veto* comme un *droit régalien*.

Inhérent à toute souveraineté politique et basé sur la nature même de l'ordre social, le *veto* découle du droit que possède chaque souverain de parer aux dangers que peut entraîner l'élection d'un pape hostile¹.

Le *veto* serait donc, au point de vue politique, ce que le droit de légitime défense est au point de vue individuel.

Cette théorie fut renouvelée dans les dernières années de Pie IX, lorsque l'état maladif de ce pontife faisait prévoir un prochain conclave.

Le 12 mai 1872, le prince de Bismarck adres-

1. Ley, *Quid de Exclusiva quam Imperator dare solet*. (Ap. Barthel, *Opuscula juridica*. Bamberg, 1771.)

sait à ses agents diplomatiques la célèbre circulaire dans laquelle il disait que, étant donnés les changements introduits dans l'Eglise par les décisions du concile du Vatican, tous les gouvernements avaient acquis le droit de s'ingérer dans les opérations des conclaves futurs. « Avant que les gouvernements, ajoutait-il, attribuent une semblable situation à un pape quelconque et l'autorisent à exercer ces droits, ils doivent se demander si son élection et sa personne présentent les garanties qu'ils sont en droit d'exiger contre l'abus d'un pareil pouvoir. » Et, en février 1875, la *Post*, organe de la chancellerie de Berlin, estimait que le moment était venu pour les puissances « d'établir un accord général ayant pour but de déterminer les conditions du conclave et de la validité des actes du pape vis-à-vis des gouvernements ».

*
* *

Au point de vue du droit, cette théorie est absolument injustifiable car elle constitue une violation formelle du principe de non-intervention et méconnaît le droit qu'ont tous les Etats souverains de s'occuper seuls de leurs affaires intérieures.

Nous pensons, avec un grand nombre d'auteurs, que, malgré les événements de 1870, la souveraineté du pape est aussi entière que toute autre, et que la situation internationale du Saint-Siège n'a subi aucune modification substantielle.

Sans doute, depuis le 20 septembre 1870, les Etats de l'Eglise ne figurent plus sur les cartes de l'Europe, et le pape, vaincu, dépossédé, s'abrite dans un palais qui ne lui appartient même pas¹. Cependant, par une étrange ironie des choses, le prestige de la papauté est plus grand et plus vivace que jamais, son influence dans le monde ne s'est pas diminuée, elle s'est accrue, et le successeur de Pierre est toujours considéré par le Droit des gens comme investi d'une véritable souveraineté au sens juridique du mot : il reçoit des ambassadeurs des puissances et il en envoie auprès d'elles; il signe des Concordats et les souverains continuent à le traiter en égal, à lui accorder même des honneurs supérieurs à ceux qu'ils réclament eux-mêmes.

Cet état de choses a provoqué des discussions

1. La loi italienne des garanties ne reconnaît en effet au pape que la *jouissance* des immeubles et palais qu'elle désigne dans l'article 5 et qui sont : le Vatican, Sainte-Marie-Majeure et le château Gandolfo.

juridiques sans nombre. On a élevé des doutes sur l'existence de cette souveraineté que le Droit international reconnaît au Saint-Siège; certains la nient complètement, d'autres en discutent la nature.

Il est certain que dans le sens consacré par le Droit des gens, la papauté ne constitue pas un véritable Etat, car la notion d'Etat suppose un territoire et des sujets. Or, le Saint-Siège ne possède ni territoire ni sujets, puisque les *fidèles*, dispersés dans le monde et de nationalités diverses, sont soumis aux lois de leur Etat respectif. Il peut donc paraître extraordinaire que le Chef de l'Eglise soit investi d'une souveraineté égale, supérieure même à toutes les autres.

Mais avant 1870, ce n'était pas à raison d'un territoire dont les limites allaient sans cesse se resserrant et d'un nombre de sujets toujours décroissant que l'on considérait la papauté comme une souveraineté. C'était à cause de son influence sur les âmes, plus forte que toute autre, parce qu'elle était insaisissable, parce qu'elle ne s'arrêtait pas à des frontières conventionnelles, et qu'elle s'exerçait partout et sur l'humanité tout entière. La papauté avait le monde comme champ d'action.

Or, comme l'ont reconnu les hommes d'État les plus éminents, notamment les ministres français des affaires étrangères de la troisième République à propos de la discussion du budget relative à leur département; comme l'ont aussi fait ressortir les juristes les plus autorisés, c'est avec le pape, souverain spirituel, qu'après comme avant la chute du pouvoir temporel les puissances ont entretenu des rapports diplomatiques. Et les nations, dans leur sagesse et leur expérience, ont ainsi pensé. La papauté leur est apparue telle qu'elle est, c'est-à-dire une puissance religieuse considérable avec laquelle il faut négocier. — « Traitez le pape comme s'il avait deux cent mille hommes », disait le Premier Consul.

Aussi, dans la pratique, la souveraineté pontificale a son plein exercice. Il y a au Vatican les ambassadeurs de l'Autriche, de l'Espagne, du Portugal, de l'Allemagne, de la Russie, de la Belgique, de Monaco, de la Bolivie, du Brésil, de l'Equateur, du Chili, de la République Argentine, du Pérou et de tous les autres États du Sud américain. Un nonce apostolique représente le Saint-Siège dans la plupart de ces pays qui, presque tous, ont leurs affaires ecclésiastiques réglées soit par un Concordat, soit par une

bulle de circonscription¹. Ces actes ont les mêmes caractères que les traités, ils sont conclus avec les mêmes solennités et conçus dans les mêmes formes. Le pape exerce, en outre, le droit d'arbitrage généralement réservé aux souverains, et confère, comme les chefs d'Etat, des titres de noblesse et des ordres de chevalerie.

On a prétendu, il est vrai, que cet état de choses était tout simplement dû à une marque de déférence et de respect que les autres puissances avaient tenu à témoigner à la papauté, et que cette situation spéciale du Saint-Siège trouvait sa justification, non pas dans le Droit des gens, mais seulement dans une sorte de privilège gracieusement accordé par les Etats.

On devine aisément les tendances de cette doctrine : le pape n'étant pas souverain, au sens international du mot, ses rapports avec chaque puissance, au lieu d'être réglés par le Droit international, dépendront du droit public et de la constitution de ces puissances. Ainsi, l'Etat contractant, n'étant tenu par aucune obligation légale, pourra à son gré abroger un Concordat, refuser de recevoir un nonce, sans que ces

1. On appelle ainsi les actes qui sont signés entre le Saint-Siège et les nations protestantes.

actes constituent une violation des droits internationaux, et puissent par conséquent alarmer ou froisser les nations étrangères¹.

Cette théorie, qui rappelle les errements du Kulturkampf allemand, trouve sa base dans une définition trop étroite de la souveraineté.

La souveraineté, dit-on², réside dans la nation qui délègue l'exercice de son droit de se régir elle-même à un gouvernement : le souverain est donc un mandataire. De qui le pape peut-il être le mandataire ? Des catholiques ? Mais alors, on se trouverait en présence d'un mandat de nature religieuse que les États pourraient diversement interpréter et qui serait, du reste, complètement étranger au droit ; de plus, les catholiques ne forment pas un État.

Dans son ouvrage intitulé : *De la responsabilité du Pape et de son irresponsabilité*, M. Bluntschi dit en ce sens que « la souveraineté proprement dite n'est point une notion religieuse ou ecclésiastique, mais une notion de droit public. Qui dit souveraineté dit pouvoir suprême, dignité suprême de l'État... Jadis le pape avait droit à cette souveraineté en sa qua-

1. Bompart, *La Papauté en Droit international*.

2. Bompart, *loc. cit.*, p. 58.

lité de roi des États de l'Église. Depuis leur sécularisation, il n'est plus chef d'État et ne peut donc plus être tenu pour personne souveraine dans le sens propre... La souveraineté ecclésiastique que réclament les papes n'est pas plus une notion de droit public que ne saurait l'être par exemple l'affirmation d'un grand philosophe qu'il est la première autorité scientifique du monde ou de l'époque¹ ».

Le fondement de cette thèse ne nous paraît pas de nature à justifier des déductions certaines, car il ne nous semble pas possible de définir la souveraineté d'une façon formelle et définitive.

La nature de la souveraineté varie avec l'espace et le temps.

Hier, la souveraineté était d'essence divine, les rois de France disaient ne tenir leur royaume que de Dieu et de leur épée². Aujourd'hui, on la présente généralement comme un droit national. Que sera-t-elle demain?

Ici, c'est le peuple qui l'exerce; là, c'est un autocrate, un tsar ou un sultan.

Comme le fait très justement remarquer

1. Cité par Imbart Latour, *La Papauté en Droit international*, p. 10.

2. Les souverains allemand et russe tiennent encore aujourd'hui le même langage.

M. Imbart Latour, « la souveraineté n'est, en soi, nécessairement liée à aucune constitution politique, elle peut fort bien revêtir telle ou telle forme pourvu qu'elle soit de nature à procurer efficacement le bien commun¹. » Il est donc parfaitement possible d'admettre, sans même faire un anachronisme, que la souveraineté du pape est de droit divin comme l'était et l'est encore la conception de la royauté absolue.

Nous ne voulons pas clore cette étude sans rappeler l'hypothèse qui fut émise l'an passé, pendant une soutenance de thèse², par M. Hauriou, professeur de Droit administratif à la Faculté de Toulouse.

Après avoir rappelé ces personnalités juridiques que l'on désigne sous le nom d'*Unions universelles*, groupements internationaux formés pour la réalisation de progrès intéressant l'humanité tout entière; après avoir vanté les mérites et les bienfaits de ces *Unions* dont le but est le rapprochement des peuples, l'éminent professeur étudiait le rôle que jouent les

2. Imbart Latour, *loc. cit.*, p. 8.

3. La thèse en question avait pour titre : *La condition internationale de la Papauté*, et était présentée par M. l'abbé Vergnes.

Bureaux internationaux à la tête de ces vastes associations.

Les *Unions universelles*, disait-il, dont les membres sont dispersés dans le monde, n'ont pas, comme les sociétés privées, un chef pour les diriger, les aider à conserver leur unité et harmoniser les efforts de chacun pour le triomphe des aspirations communes. Aussi, la plupart d'entre elles ont éprouvé le besoin d'avoir dans leur dépendance un *Bureau international* afin de combler la lacune qui vient d'être signalée.

D'après M. Gustave Moynier¹, les Bureaux

1. Voir *Les Bureaux internationaux des Unions universelles*, par Gustave Moynier (Genève-Paris, 1892).

M. Gustave Moynier cite les Bureaux qui sont à l'œuvre à l'heure actuelle.

1^o Le Bureau international des Administrations télégraphiques (1868).

2^o Le Bureau international de l'Union postale universelle (1874).

3^o Le Bureau international des poids et mesures (1875).

4^o Le Bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle (1883).

5^o Le Bureau de l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (1886).

6^o Le Bureau central de l'Association géodésique internationale (1886).

7^o Les Bureaux (international et spécial) pour la répression de la traite des esclaves africains (1890).

8^o Le Bureau international pour la publication des tarifs douaniers (1890).

9^o L'Office central des transports internationaux de marchandises par chemins de fer (1890).

internationaux « sont des organes officiels, administratifs ou scientifiques, dont l'originalité consiste à ne travailler pour le compte d'aucun État en particulier, mais à les servir tous, tous ceux du moins qui ont signé les conventions en vertu desquelles ils existent... Les fonctionnaires que l'on y rencontre ne sont pas à la solde d'une seule nation, mais émargent simultanément à tous les budgets; ce sont des fonctionnaires internationaux dans toute la force du terme¹ ».

Envisageant alors le cas où le Droit des gens ne reconnaîtrait plus au Saint-Siège la situation qu'il occupe actuellement dans l'ordre international, M. Hauriou se demandait s'il ne serait pas possible de considérer l'Église catholique comme une Union universelle, dominant toutes les autres de la grandeur et de l'élévation de son but, dont la papauté serait en quelque sorte le Bureau international jouissant, à l'encontre des autres, d'une pleine et entière autonomie.

Cette hypothèse, ingénieuse assurément, ne se réalisera probablement pas. Le Droit international repose sur des principes trop élevés

1. Gustave Moynier, *loc. cit.*, p. 6.

pour donner à l'Église une situation aussi effacée et incompatible avec sa haute mission.

L'Église est et sera toujours quelque chose de plus haut qu'une administration internationale, quel que soit le rang qu'on lui donne dans la hiérarchie. Son origine, son histoire et surtout le but surhumain qu'elle poursuit lui ont marqué une place qu'elle ne doit point quitter. Quant à la papauté, elle restera, tant que durera l'Église, ce que les siècles l'ont faite : le dépositaire de l'autorité suprême en matière de foi, seul rôle et seule qualification qu'elle puisse dignement accepter et soutenir.

En résumé, la situation internationale du Saint-Siège peut paraître étonnante et donner lieu à des appréciations si variées que, comme l'a dit un internationaliste anglais, « ce devrait être le but du juriconsulte d'examiner cette question si difficile dans un esprit, non pas théologique, mais juridique¹ ».

Cependant, la politique internationale s'est fort bien accommodée, depuis la chute du pouvoir temporel, d'un état de choses qu'une tra-

1. Ces paroles de Phillimore (*Internat. Law*) ont été placées par M. Bompard comme épigraphe en tête de son ouvrage : *La Papauté en Droit international*.

dition dix fois séculaire avait établi et que l'avenir sans doute n'amoindrira plus.

Avant 1870, le pape était investi d'une double souveraineté. L'une, la plus haute, la plus précieuse, était spirituelle et s'exerçait sur les âmes; elle n'avait pas de bornes. L'autre, qui n'était que l'accessoire de la première et qui était destinée à assurer aux pontifes l'autorité et l'indépendance dont ils ont besoin, s'exerçait sur un Etat qui, en 1869, ne comptait plus que sept cent vingt mille habitants réunis sur une surface de 12.000 kilomètres carrés.

De ces deux souverainetés, la seconde a disparu, mais la première est restée. Le pape-roi n'est plus, mais le pape est encore, et sa situation en matière spirituelle est demeurée intacte. Le pape est toujours le Chef suprême de l'Eglise catholique; comme autrefois, sa primauté est incontestée et ses lois obligatoires pour les consciences. On se trouve donc en face d'une souveraineté divine dans son essence, immatérielle dans son objet, mais certaine et absolue dans le champ immense de son exercice.

Sans doute, la loi des garanties du 13 mai 1871, intervenue après la prise de Rome pour régler la condition internationale de la papauté, ne reconnaît pas en principe la souve-

raineté du Saint-Siège¹, quoique, en fait, elle en admette l'exercice. Mais la loi des garanties, loi interne italienne, ne dépasse pas dans son application les limites du territoire italien; elle n'a aucune sanction au point de vue international, et le Droit des gens semble l'ignorer, puisqu'il n'a point cessé d'admettre le principe de la souveraineté du Saint-Siège.

Comme le faisait très justement observer M. Mérignhac, dans son *Cours de Droit international public*, à la Faculté de Toulouse, cette loi n'exprime que l'opinion du Parlement italien. Le pape ne l'a point acceptée. Elle n'a pas été promulguée par une convention internationale, et aucune des puissances qui étaient en relations diplomatiques avec le Saint-Siège ne lui a donné son assentiment; toutes ont continué à agir comme avant 1870.

Peu importe donc, au point de vue strictement international, la loi des garanties, les termes et l'esprit dans lesquels elle a été conçue. Peu importe encore que la souveraineté pontifi-

1. M. Pierantoni nous disait que l'administration ne manquait jamais de faire remettre au pape sa carte d'électeur lors de chaque élection.

Cela montre bien que le gouvernement considère le Souverain Pontife comme un simple citoyen du royaume.

cale soit une notion de Droit public international ou toute autre chose. Quels que soient sa nature, son objet, sa portée, sa définition, si cette souveraineté existe, si son existence est un fait vivant, indéniable, elle doit jouir de la plénitude de ses droits et exercer avant tous celui qui consiste à établir librement, sans aucune intervention étrangère, ses lois constitutionnelles. Or, le Droit constitutionnel de l'Eglise confie aux cardinaux seuls l'élection du Pontife. Nul autre qu'eux ne doit donc y prendre part.

La succession au trône des Apôtres, pour si considérable que soit son importance politique, doit s'accomplir en toute indépendance, alors surtout que, dépourvue de toute force matérielle, l'Eglise n'a que la Justice et le Droit pour gardiens de sa Constitution.

CHAPITRE IV.

THÉORIES COUTUMIÈRES.

A côté des théories dont nous venons de démontrer l'inexactitude ou l'exagération, il convient d'étudier la doctrine de ce que l'on appelle à Rome l'*Ecole traditionnelle*.

L'exercice du *veto* ne constitue pas pour les gouvernements un droit strict et proprement dit. On doit cependant l'admettre comme une pratique raisonnablement introduite, légitimement exercée, et lui donner les caractères d'un avis pacifique, d'un vœu, plutôt que ceux d'un droit absolu.

Le Sacré-Collège reste toujours libre de donner satisfaction ou de passer outre; il demeure juge du bien-fondé de ces remontrances; mais, en pratique, il peut y avoir obligation de prudence et de conscience pour les cardinaux d'en tenir compte. Ils font en effet le serment d'élire

celui qu'ils jugent devoir être élu, c'est-à-dire le plus digne et le plus apte au gouvernement général de l'Eglise. Mais, si éminent, si capable et si digne que puisse être un candidat, s'il est l'objet des préventions d'un ou de plusieurs souverains catholiques, il sera moins apte à diriger utilement la barque de saint Pierre.

Il peut donc y avoir pour la conscience des cardinaux obligation de *prudence* à déférer au *veto*, mais jamais obligation de *justice*.

Cette opinion n'a que le mérite d'être italienne, c'est-à-dire du pays des éternelles *combinazioni*. Au fond, elle n'est qu'un conseil donné aux membres du Sacré-Collège, conseil sage et prudent peut-être, mais très critiquable en droit.

L'Ecole traditionnelle envisage en effet le *veto* comme une pratique raisonnablement introduite et légitimement exercée, puis elle lui refuse les caractères d'un droit. Il ne paraît pas possible de raisonner ainsi. Qui dit *pratique*, dit *coutume*. Or, la *coutume*, en Droit constitutionnel comme en toute autre matière, a force de loi, et il y a donc pour les cardinaux électeurs une véritable obligation de justice à déférer à la *coutume* du *veto*.

Plus hardi que les partisans de l'Ecole traditionnelle, le docteur Wahrmund, en publiant sur l'histoire des conclaves et sur l'exercice du *veto* une série de documents tirés des Archives de Vienne et du Vatican, a formulé nettement l'opinion que le long usage de l'exclusion lui a donné le caractère d'un véritable *droit coutumier*.

C'est sur cette thèse que le comte Goluchowski basa son exposé du 16 décembre 1903 dans lequel il essaya de justifier le *veto* opposé par l'Autriche à l'élection du cardinal Rampolla.

Le *veto*, dit-il en substance, bien qu'il ne résulte pas d'une loi et qu'il n'ait jamais été reconnu par le Saint-Siège, n'en est pas moins un véritable *droit consuetudinaire*, en ce sens qu'il découle d'une *habitude* qui s'est établie au cours des siècles. Et le ministre austro-hongrois cite les diverses époques où l'Autriche, l'Espagne et la France firent usage du *veto*. Quoique l'Eglise n'ait jamais reconnu expressément le droit de *veto*, elle en aurait, d'après le comte Goluchowski, admis la raison d'être, puisque le Sacré-Colège a pris en considération les oppositions formulées. Cette raison d'être résiderait dans les intérêts même de l'Eglise qui doit comprendre la nécessité où elle se trouve d'entretenir les

meilleurs rapports possibles avec toutes les puissances catholiques. L'Autriche n'aurait pas donc commis un acte d'ingérence illicite en faisant usage du *droit de veto* au conclave de 1903.

Le comte Goluchowski, comme s'il eût voulu atténuer encore les prétentions de son gouvernement, reconnaît formellement que l'exercice du *droit de veto* ne pourrait pas empêcher l'élection d'un pape. Le *veto* a plutôt le caractère d'un vœu ou d'un avertissement, mais il ne peut rien contre la validité d'une élection intervenue, car les puissances qui possèdent ce privilège n'ont pas les moyens matériels de le faire prendre en considération par le Sacré-Collège dans le cas où il s'y refuserait¹.

Les deux théories précédentes se rattachent étroitement à celle qui fut soutenue en 1894 dans un ouvrage intitulé *Le Conclave*, dont l'auteur a voulu garder l'incognito, cachant son nom bien connu en France et à Rome derrière le modeste pseudonyme de Lucius Lector.

Après avoir étudié l'évolution historique du *veto*, l'éminent auteur du *Conclave* conclut en ces termes :

« I. — Les grandes puissances catholiques

1. V. *Journal des Débats* (janvier 1904).

ont exprimé au Sacré-Collège leurs vues, leurs préférences et surtout leur opposition à certaines candidatures pontificales.

« II. — A cette exclusion publiquement dénoncée, les électeurs conclavaires ont reconnu une portée pratiquement efficace.

« Le premier de ces faits peut être considéré comme impliquant un droit de représentation et de remontrances auquel il semble difficile, après quatre siècles de libre exercice, de contester le caractère de droit coutumier. Le second, qui emporterait le droit de *veto* proprement dit, est plus récent puisqu'il date du dix-septième siècle. Cette prescription deux fois séculaire est-elle suffisante en pareille matière pour constituer un droit coutumier, alors surtout que l'acquiescement du législateur ecclésiastique apparaîtrait moins nettement exprimé et partant moins décisif ? Nous n'oserions nous prononcer sur ce point avec une entière certitude tant que d'autres documents historiques ne seront pas venus faire la pleine lumière... *Non nostrum inter vos tantas componere lites*, dirons-nous avec le poète¹. »

Prenant pour prétexte la complexité de la

1. *Le Conclave*, pp. 571-572.

question et l'état encore trop nuageux de l'histoire des conclaves, malgré la grande lumière qu'il y a cependant faite lui-même, Lucius Lector ne répond pas d'une façon catégorique aux questions qu'il se pose. Mais il ressort clairement de ses observations qu'il n'est pas très éloigné de reconnaître au *veto* les caractères d'un droit consuetudinaire ou ceux d'un privilège fondé sur un mutuel et tacite consentement entre le Saint-Siège et les États intéressés.

D'après lui, une Constitution pontificale peut seule modifier l'état actuel des choses. Il s'agit, en effet, d'un usage trop profondément enraciné dans l'histoire des conclaves pour qu'une simple décision du Sacré-Collège puisse en changer la nature ou en détruire la portée. Un texte législatif s'impose donc. Mais peut-il être valablement promulgué par le Saint-Siège? Le pape peut-il, sans froisser des droits légitimement établis, supprimer le *veto* qu'un exercice deux fois séculaire semble avoir définitivement consacré?

L'auteur du *Conclave* se le demande : le *veto* peut bien apparaître en effet comme une concession ou une prérogative gracieusement accordée par la papauté et par conséquent révocable *ad libitum*; mais il peut aussi se présenter

comme le résultat d'une convention tacite entre le Saint-Siège et les trois Cours catholiques. Et dans ce cas il deviendrait en quelque sorte un droit intangible tant que l'accord ne se serait pas produit entre les parties contractantes pour le supprimer.

Lucius Lector n'en arrive pas à cette conclusion exorbitante, puisqu'il envisage le cas où le nouveau texte législatif viendrait à être formulé; il pense même que, grâce à la « prudence », aux « habitudes », à la « manière d'agir traditionnelle du Saint-Siège », la Bulle visant le *veto*, si elle est lancée, sera rédigée « de façon à sauvegarder tous les droits et à maintenir les rapports concordataires qui unissent depuis tant de siècles l'Église et les grands États catholiques ».

Quant à l'hypothèse que l'on forme si souvent et qui consiste à imaginer ce qui se produirait si le Sacré-Collège passait outre à une exclusion prononcée contre un cardinal par l'une des trois Couronnes, Lucius Lector trouve sa réalisation si problématique, qu'il ne s'en préoccupe guère. Il ne trouve pas vraisemblable que les puissances, « se renfermant dans le cadre des usages traditionnels et usant de leur prérogative avec la mesure et la discrétion que la ma-

tière comporte, soient exposées de la part du Collège cardinalice à des contestations et à des difficultés nouvelles, ni que les représentants du Saint-Siège veuillent risquer des innovations téméraires ». Quoi qu'il en soit, le fait n'est pas impossible et l'on peut se demander quelles sont les représailles que pourrait exercer le gouvernement dont le *veto* serait demeuré sans effet. Pourrait-il soulever la question de validité et soutenir que l'élection est nulle ? Lucius Lector ne le pense pas, car il ne voit guère de juge pour solutionner le conflit. L'époque des schismes est passée, et d'ailleurs personne n'a jamais prétendu que le fait, de la part du conclave, de ne point tenir compte d'un *veto* pût entraîner un tel résultat. Une rupture des relations diplomatiques pourrait se produire. Mais cette grave conséquence apparaît comme une éventualité si redoutable, que les représentants du Saint-Siège, aussi bien que les gouvernements, essaieront toujours de l'éviter.

Telles sont, au point de vue du Droit, les conclusions de Lucius Lector. On ne saurait leur reprocher l'indécision qu'elles laissent dans l'esprit du lecteur, puisque l'on sait que leur auteur lui-même est hésitant et qu'il n'a d'ailleurs voulu faire que de l'histoire, sans s'occuper du

côté juridique de la question. Cependant, lorsqu'il envisage les effets de la pratique officiellement régularisée du *veto*, ses doutes semblent disparaître ou tout au moins s'atténuer sensiblement.

Estimant, avec raison peut-être, que « l'ingérence des gouvernements dans l'élection papale est un fait trop humain et trop inévitable pour qu'on puisse nourrir l'illusion de la supprimer jamais », l'auteur du *Conclave* se demande si l'exclusion, telle qu'on l'a pratiquée dès le début du dix-huitième siècle, n'a pas contribué à purifier l'atmosphère des conclaves et à « supprimer les excès coupables, les ingérences odieuses de la politique sans scrupules et parfois simoniaque » des élections d'autrefois. Puis, « en envisageant les choses de plus haut encore », il cherche à montrer que le *veto*, qui apparaît d'abord comme une entrave à la liberté des cardinaux électeurs, assure peut-être l'indépendance « de celui qui sera l'élu au Souverain Pontificat ». La papauté n'a plus devant elle les jalousies princières d'autrefois, elle se trouve en présence du sentiment national et patriotique des peuples. Or, pour remplir efficacement sa mission, le pape a besoin de la confiance universelle, son impartialité doit être à l'abri de

tout soupçon. Sa tâche sera donc moins lourde si le nouvel élu peut se dire que son élection n'a soulevé aucune opposition.

Le *veto* serait donc, d'après l'auteur du *Conclave*, « une sorte de garantie préalable de l'indépendance et de la liberté apostoliques ».

Il ne nous appartient pas d'apprécier la valeur de ces opinions qui n'ont aucun rapport avec l'origine juridique du *veto*. C'est l'œuvre d'un canoniste. Il n'était cependant pas inutile de les rappeler à cause de leur originalité et aussi parce qu'elles précisent, dans une certaine mesure, la partie théorique qui les précède.

*
* *

De toutes les théories écrites dans le but de déterminer l'origine et la valeur juridique du *droit* d'exclusion, celles qui présentent le *veto* comme un *droit consuetudinaire* sont les seules qui méritent une attention et une discussion sérieuses. Elles peuvent en effet séduire au premier aspect, car le *veto* apparaît bien tout d'abord, lorsqu'on lit son histoire, comme une coutume formellement acceptée par le Sacré-Collège, puisqu'il en a fait l'objet d'une procédure dont les règles ont été officiellement tracées.

Nous avons vu le *veto* naître, se développer, se constituer définitivement, s'exercer enfin solennellement pendant plus de deux siècles. Or, comme toutes les règles du Droit, celles qui rentrent dans le Droit constitutionnel peuvent être déterminées non seulement par la loi écrite, mais encore par la coutume. Les constitutions d'Andorre, de Saint-Marin et des Iles du Canal sont entièrement coutumières ; celles de la Hongrie et de l'Angleterre le sont en grande partie. Les Anglais, a-t-on dit, ont laissé les morceaux de leur Constitution à l'endroit où le flot de l'histoire les avait déposés.

« Jusqu'au grand mouvement d'idées, dit M. Esmein¹, qui produisit au dix-huitième siècle la Révolution américaine et la Révolution française, le Droit constitutionnel des divers pays d'Europe était principalement, presque uniquement fixé par la coutume. Dans cet ensemble coutumier, émergeaient seulement quelques documents écrits, textes rares et précieux : c'étaient le plus souvent des concessions solennelles qu'un monarque avait consenties à son peuple, pour lui et pour ses successeurs, ou

1. A. Esmein, *Cours élémentaire d'histoire du Droit français* ; Paris, 1892.

parfois les traités ou capitulations qui étaient intervenus entre des principautés jusque-là indépendantes au moment où elles allaient s'unir pour former un seul Etat. »

Cependant, une habitude de fait ne peut pas se transformer et acquérir purement et simplement la valeur d'un droit. Un droit consuetudinaire ne résulte pas d'une simple répétition de faits, il n'existe qu'à la condition d'avoir été approuvé par l'autorité compétente. La coutume se définit en effet *un droit non écrit introduit par un long usage et raffermi par le consentement exprès ou tacite du législateur.*

Il convient tout d'abord d'observer que le Souverain Pontife a seul l'autorité nécessaire pour légiférer dans la matière qui nous occupe. Le *veto* d'exclusion est en effet une dérogation au droit commun; or, il est un principe canonique en vertu duquel le Sacré-Collège demeure toujours soumis au droit commun établi par le pape défunt, quoique pendant la vacance du trône il détienne la souveraineté de l'Eglise.

Existe-t-il de la part des papes une approbation quelconque du *veto* d'exclusion? On a longuement, patiemment feuilleté tous les bullaires,

et dans tous les recherches sont restées vaines. Aucun document pontifical ne renferme cette approbation tant souhaitée et la prudence romaine ne s'est jamais démentie sur ce point. Il est vrai que l'on ne trouve pas non plus une condamnation formelle du *veto* tel qu'il apparaîtrait dès le début du dix-huitième siècle, sous sa forme définitive et juridique. En revanche, on constate de nombreuses contradictions entre l'esprit général de la législation canonique et la façon d'agir des trois Couronnes. L'attitude du Saint-Siège à l'égard du *veto* n'implique donc pas un consentement tacite.

Il faut en effet, pour qu'une coutume constitutionnelle soit revêtue du consentement tacite du législateur, que ce dernier en connaisse d'abord l'existence, car il n'est pas possible de condamner ou d'approuver l'inconnu. Dans ces conditions, si le législateur garde le silence ou s'il ne contredit pas la coutume dans un texte de loi, ce qui lui est toujours possible, son attitude implique évidemment une approbation.

Mais, si une contradiction, pour si légère qu'elle soit, est constatée entre la coutume et un acte écrit, cela doit suffire pour faire tomber le consentement tacite, surtout dans une matière aussi grave que celle de l'élection du souverain,

où l'on ne saurait s'entourer de trop de précautions.

Dans le cas qui nous occupe, aucun doute ne peut s'élever sur le point de savoir si les papes ont connu la façon d'agir des Couronnes. Avant de ceindre la tiare, ils étaient cardinaux, ils assistaient donc aux conclaves et n'ignoraient rien de ce qui s'y passait. Les manœuvres de l'inclusion et de l'exclusion n'avaient pas de secrets pour eux, c'est donc en pleine connaissance de cause que leur voix s'est élevée à diverses reprises contre les effets des ingérences séculières dans les élections papales.

Le *veto*, personne ne pourra le contester, constitue évidemment une restriction à la pleine liberté et à l'indépendance que les cardinaux doivent avoir dans l'élection du pape. Pour si minime qu'elle soit, cette restriction n'en existe pas moins et les Souverains Pontifes ont maintes fois protesté contre elle.

Le pape Pie IV (1559-1565), dans la bulle « *In eligendis* », s'exprime ainsi :

« *Cardinales hortamur ac eis sub divini interminatione judicii præcipimus ut, attendentes magnitudinem ministerii quod per eos tractatur, in dandis suffragiis ac aliis omnibus electionem concernentibus, omni dolo ac fraude, fac-*

tionibus et animorum passionibus remotis, *ac Principum sæcularium intercessionibus, cæterisque mundanis respectibus minime attentis*, sed solum Deum pro oculis habentes, sese pure, libere, sincère, quiete et pacifice gerere debeant; nec pro ipsius electione Pontificis, conspirationes, conducta, pactiones et alios illicitos tractatus inire, signa aut contrasigna votorum suorum alteri dare, minasve aliquibus inferre, tumultus excitare aut alia facere per quæ electio retardetur, vel minus libere suffragia præsententur, per se vel alium, directe vel indirecte quovis dolo, re vel ingenio audéant¹. »

1 « ...Nous recommandons aux cardinaux et, sous la menace du divin jugement, nous leur ordonnons de se conduire purement, librement, sincèrement, tranquillement et pacifiquement; attentifs à la grandeur du ministère qu'ils exercent, ils devront écarter, dans l'expression de leurs suffrages et dans ce qui a trait à l'élection, toute ruse et toute fraude, toute faction et toute passion violente, *ne prêter aucune attention aux prières des Princes séculiers, repousser toutes autres considérations politiques*, et n'avoir que Dieu seul devant les yeux. Nous leur défendons pour l'élection du Pontife toute conspiration, toute entente, tout pacte et tous autres traités illicites; nous leur interdisons de donner à un autre le seing ou le contre-seing de leurs votes, de menacer qui que ce soit, de causer du tumulte, de rien faire qui puisse retarder l'élection ou diminuer la liberté des suffrages, le tout, par soi ou par un autre, directement ou indirectement, par ruse quelconque, par fait personnel ou par habile insinuation. »

Les dispositions de cette Bulle réprouvent évidemment les interventions séculières dans les conclaves. Or, cette réprobation ne saurait épargner l'inclusion ou l'exclusion puisque les Couronnes n'employaient pas d'autres moyens pour arriver à leur but.

Sans doute, l'exclusion *formelle* et directe n'existait pas encore sous le règne de Pie IV, mais l'exclusion *matérielle*, par manœuvre de faction, s'exerçait depuis déjà longtemps. Pendant les quatre mois que dura le conclave de Pie IV (Médicis), l'Espagne et la France divisèrent en deux camps les électeurs pontificaux, et l'on a vu que l'exclusion de Philippe II finit par frapper le cardinal Gonzague de Mantoue, puisque l'ambassadeur Vargas la notifia aux cardinaux de la faction espagnole.

Ces incidents donnent un sens précis aux termes de la bulle « *In eligendis* ». Par les mots *intercessionones Principum sæcularium*, Pie IV vise évidemment les manœuvres de l'exclusion qu'il condamne ou tout au moins qu'il désapprouve.

Les dispositions tracées par Grégoire XV (1621-1623), dans la bulle « *Æterni patris* » ne sont pas moins significatives :

« Cardinales omnino abstineant ab omnibus

factionibus, conventionibus, promissionibus, intendimentis, conductis, fœderibus, aliisque cumque obligationibus, minis, signis, contrasignis suffragiorum seu schedularum, aut aliis tam verbo quam scripto aut quomodocumque dandis aut petendis, tam respectu *inclusionis* quam *exclusionis*, tam unius personæ quam plurium, aut certi generis, veluti creaturam aut hujusmodi, seu de suffragio dando vel non dando, quæ omnia et singula, si de facto intervenerint, etiam juramento adjecto, nulla et irrita, neque ad eorum observantiam quemquam teneri, aut ex transgressione notam incurrere fidei non servatæ, decernimus et declaramus; et contrafacientes ex nunc excommunicationis pœna innodamus; tractatus tamen pro electione habendos, vetare non intelligimus¹. »

1. « Que les cardinaux s'abstiennent complètement de tous pactes, conventions, promesses, alliances ou engagements quelconques; qu'ils s'abstiennent de menaces, de signatures ou de contre-signatures de suffrages ou de cédulés, de tout ce qui pourrait enfin, soit par paroles, soit par écrit, soit de quelque autre façon, être donné ou demandé tant pour l'*inclusion* que pour l'*exclusion*, qu'il s'agisse d'une seule personne ou de plusieurs ou d'une certaine catégorie de personnes, des créatures ou des favoris, par exemple, ou qu'il s'agisse de donner ou de refuser son suffrage; tous ces agissements, s'ils se produisent, nous les déclarons nuls et sans effet; même s'ils sont accompagnés du serment, nous décrétons que nul ne sera tenu d'observer les promesses ainsi faites et que nul ne pourra être

Grégoire XV ne parle pas, comme Pie IV, des *intercessionibus Principum*; mais il apparaît clairement que l'ingérence du pouvoir civil fait l'unique objet de sa Constitution, qui condamne *expressément* les pratiques de *l'exclusion* et de *l'inclusion*.

Les partisans de la théorie coutumière tournent la difficulté en disant que le pape Grégoire XV ne pouvait condamner l'exclusion formelle puisqu'elle n'était pas exercée comme un droit. On ne condamne pas en effet ce qui n'existe pas.

Mais si l'exclusion *formelle* n'existait pas, l'exclusion *matérielle* existait, et la condamnation qui frappe la seconde ne saurait épargner plus tard la première, qui apporte une restriction plus grave encore à la liberté de l'élection pontificale.

Il n'est pas possible d'admettre que Grégoire XV ait tout simplement voulu désigner sous le nom d'*exclusion* et d'*inclusion* les pactes ou conventions par lesquels les cardinaux s'engageaient d'avance à donner ou à refuser leurs

noté de mauvaise foi pour les avoir violées; ceux qui feront autrement, nous les frappons dès maintenant d'excommunication; cependant nous n'entendons pas défendre les discours ou entretiens nécessaires pour l'élection. »

voix à des candidats déterminés. Ces pactes ou ces conventions font l'objet d'une défense toute spéciale, conçu en termes non équivoques : *Cardinales abstineant omnibus pactionibus, conventionibus.*

L'auteur de la bulle « *Æterni Patris* » en employant les mots « inclusio », « exclusio », est allé plus loin ; il est certain qu'il a condamné absolument les pratiques et manœuvres tendant à l'« exclusio votorum » faite sous l'influence des princes.

Grégoire XV, en effet, ne pouvait avoir oublié que, pendant son propre conclave, l'ambassadeur de France avait passé toute une nuit au milieu des électeurs pontificaux pour leur faire signer l'engagement de ne pas voter pour le cardinal Camora, qui n'était pas sympathique au Roi Très-Chrétien.

C'est certainement sous l'influence de ce souvenir que ce pape a formulé sa célèbre déclaration canonique.

Déjà Pie IV, impressionné par les événements de sa propre élection, troublé par le caractère impérieux que prenait l'ingérence de Philippe II et craignant pour l'avenir, avait condamné les « intercessionnes Principum ». Grégoire XV, ému lui aussi de l'intransigeance des

Cours, pensa qu'une réaction énergique s'imposait et il désigna d'une façon claire et formelle l'objet de son anathème : il frappa l'exclusion et l'inclusion.

Cette interprétation rigoureuse, dira-t-on, ne peut être acceptée sans entraîner comme conséquence que, de 1623 à 1903, tous les conclaves qui admirèrent l'exercice du *veto* violèrent la bulle de Grégoire XV.

Sans doute, pour éviter des maux plus graves et par un sentiment de prudence traditionnelle, les cardinaux ont parfois toléré et pris en considération le *veto* prononcé par les princes. Ils ont donc violé la législation de Grégoire XV. Mais cette violation, que des circonstances spéciales justifient ou tout au moins expliquent, ne saurait donner aux interventions séculières les caractères d'un droit. La violation continuelle d'un droit préétabli ne peut créer un droit nouveau, contraire au précédent, alors surtout que le consentement du législateur fait défaut.

Clément XII, en complétant la législation du conclave, protesta à son tour contre l'ingérence des souverains dans l'élection pontificale. Il s'exprime ainsi :

« Cardinalibus præcipimus ut, in suffragiis

ferendis et aliis Electionem quomodolibet concernentibus, solum Deum præ oculis habentes, religiose, sincere et libere, humanis quibusque artibus, factionibus partium studiis..... ac privatis commodis et desideriis remotis atque *Principum sæcularium intercessionibus cæterisque mundanis respectibus..... minime attentis*, et postpositis, sese gerant ad eligendum eum, quem Universalis Ecclesiæ fructuose, utiliterque gubernandæ idoneum secum Deum judicaverint¹. »

Les termes de ce document sont aussi clairs, aussi précis que ceux dont nous venons de déterminer la portée. On a cependant prétendu qu'ils ne visaient d'aucune façon l'exercice du *veto* d'exclusion.

Si le Saint-Siège, disent les *coutumiers*, eût considéré le droit d'exclusion comme un abus substantiel, c'était le moment de le déclarer;

1. Bulle « *Apostolatus officium* », 1732 : « Nous ordonnons aux cardinaux de se conduire religieusement, sincèrement et librement; que dans la collation de leurs suffrages et dans tout ce qui concerne l'élection, ils n'aient que Dieu seul devant les yeux; laissant de côté toute humaine façon d'agir, toute faction, toute rivalité de partis, oubliant leurs propres désirs et intérêts et *ne se préoccupant nullement des prières des princes séculiers ni de considérations politiques*, qu'ils élisent celui que devant Dieu ils jugeront le plus apte à gouverner avec fruit et utilité l'Eglise universelle. »

or, Clément XII ne reproduit pas même les formules employées naguère par Grégoire XV au sujet des manœuvres et engagements tendant à provoquer l'*inclusion* ou l'*exclusion* des suffrages ; il se contente de reproduire les expressions dont s'était servi antérieurement Pie IV, touchant les *intercessionibus principum*.

L'on ne saurait voir là un simple oubli, d'autant plus que les actes relatifs à la rédaction de cette bulle montrent qu'on s'était préoccupé de la question. L'un des Consultants, chargé de rédiger la bulle, avait même émis l'avis que, pour régulariser, limiter et rendre plus convenable l'exercice de « l'exclusive », il conviendrait de statuer que le cardinal plénipotentiaire communiquerait officiellement son mandat d'exclusion au Doyen, et que la congrégation des cardinaux en délibérerait sans qu'il soit nécessaire d'en venir à une déclaration publique au moment du scrutin¹.

Cette proposition ne prévalut point. Le Saint-Siège préféra laisser subsister les usages anciens.

Certes, notre intention n'est pas de contester l'authenticité du fait que cite Wahrmund, mais

1. Wahrmund, *Beit.*, p. 52.

nous pouvons cependant nous demander quel était le but que poursuivait Clément XII quand il écrivait la bulle « *Apostolatus officium* », et quelle était la raison d'être de cette phrase adressée aux cardinaux : *Minime attentis Principum Sæcularium intercessionibus*.

Tout cela devient absolument inexplicable si l'on admet la thèse des partisans de la doctrine coutumière. Il semble, au contraire, beaucoup plus rationnel de reconnaître que le refus du pape de se rendre à l'avis de son Consulteur est la preuve évidente qu'il ne voulait point admettre les prétentions des puissances catholiques.

Rappelons enfin les termes énergiques qu'employait Pie IX dans la bulle « *In hac sublimi* » pour exclure toute ingérence laïque de l'enceinte des conclaves : « ... *Excluso prorsus atque remoto quovis laicæ potestatis cujuslibet gradus et conditionis interventu.* »

Quelques années plus tard, sentant sa mort prochaine, il revenait sur cette question qui lui paraissait capitale, et pour mieux persuader, pour mieux convaincre de l'importance de ses paroles, au lieu d'ordonner il suppliait : « ... *Cardinales obsecramus* », disait-il, « *ut ad electionem procedant nulla propensione animi vel adver-*

sione commoti, nullius inclinati gratia aut obsequio, *non intercessione in sæculo potentium moti*, sed fixis in solam Dei gloriam et Ecclesiæ utilitatem oculis eum citiùs eligere contendant, quem præ cæteri dignum et sedulum universi gregis Christi Pastorem futurum esse existimaverint¹. »

Tel est l'esprit général de la législation canonique vis-à-vis des interventions séculières dans les conclaves.

Peut-on le considérer comme favorable à la formation d'une coutume qui est en contradiction avec le principe supérieur de la liberté de l'Eglise? Nous ne le pensons pas, et l'opposition absolue qui existe entre la pratique du *veto* et la législation que nous venons de parcourir semble donner raison à ceux qui ont considéré l'exclusion comme une violation des droits de l'Eglise et une tyrannie de la force.

1. Bulle « *Licet per apostolicos* », 1874 : « ... Nous supplions les cardinaux de procéder à l'élection sans se laisser émouvoir ni par l'affection, ni par la haine, sans se laisser influencer par l'envie d'être agréable à qui que ce soit, *sans se laisser guider par les prières des grands du siècle*; que, les yeux fixés sur la seule gloire de Dieu et l'intérêt de son Eglise, ils se hâtent de choisir celui qu'ils croient devoir être un digne et vigilant pasteur de l'universel troupeau du Christ. »

CHAPITRE V.

THÉORIE CONTRACTUELLE. — CONCLUSION.

On s'est encore demandé si le *veto* ne se présentait pas comme le résultat d'une convention tacite entre le Saint-Siège et les trois Cours catholiques.

« Les cardinaux étrangers, dit M. Frédéric Masson, et en particulier les cardinaux des Couronnes, ont en effet, outre le droit au vote, comme les Romains, une délégation particulière de leurs Cours, et il semble qu'on n'ait renoncé pour eux à l'éligibilité qu'en échange du droit de *veto* concédé à leurs nations¹. »

Moins affirmatif, Lucius Lector se contente de poser la question en ces termes : « S'agit-il ici absolument et uniquement d'une concession purement gracieuse, et n'y a-t-il pas dans les

1. *Le Pape et le Conclave*, 1890 (Paris, 1891), p. 72.

formes et dans l'exercice modernes du *veto* une conventionnalité réciproque entre l'Eglise et les Etats intéressés ? Il est difficile de se prononcer. On ne saurait méconnaître que la pratique du *veto* est sortie du régime d'étroite union entre l'Eglise et les Etats¹... »

D'après ces auteurs, une sorte de contrat *commutatif* se serait donc formé peu à peu, en vertu duquel l'Autriche, l'Espagne et la France auraient reconnu au Saint-Siège un droit équivalent à celui qu'elles recevaient.

Il convient tout d'abord d'observer que la portée de ce contrat se trouve en contradiction avec l'esprit général de la législation canonique : nous venons de voir, en effet, de nombreuses constitutions pontificales qui condamnent les ingérences séculières dans les conclaves. Il ne peut donc s'être formé un tel contrat tacite, puisque le consentement de l'une des parties fait défaut.

Et, en supposant même l'existence de cette convention, ses conséquences la rendent inacceptable. Le contrat qui nous occupe créerait en

1. Lucius Lector, *Le Conclave*, p. 573.

effet des obligations réciproques et par conséquent la seule volonté de l'une des parties ne suffirait pas pour l'annuler : une entente s'imposerait pour résilier le contrat. Si le *veto* était vraiment un privilège conventionnel, il y aurait alors pour le Sacré-Collège *obligation de justice* à en tenir compte jusqu'à ce que la convention d'où dérive le privilège soit dénoncée, et l'on en arriverait à cette conclusion exorbitante qu'une élection pontificale faite contre un *veto* serait nulle, puisque elle serait en contradiction avec le droit.

Le souverains catholiques n'ont jamais poussé leurs prétentions aussi loin. On peut lire en effet dans l'un des plus anciens traités sur l'« Exclusive » ce passage que cite Warmund : « Les princes catholiques n'ont pas la témérité de vouloir donner force de loi à leurs exclusions ou de s'arroger le droit d'annuler l'élection d'un cardinal qu'ils auraient exclu... Le Sacré-Collège est libre d'élire le candidat exclu, parce que la non-observation de l'Exclusive n'entraîne pas la nullité de l'élection, mais seulement des conséquences pernicieuses¹... »

Le comte Goluchowski a lui aussi formelle-

1. Warmund, *Berträge*, p. 37.

ment reconnu que le *veto* ne peut rien contre la validité d'une élection consommée, car les puissances qui possèdent ce droit, dit-il, n'ont pas le moyen matériel de le faire prendre en considération.

Ne peut-on point, en dernière analyse, se demander quel est l'équivalent que le Saint-Siège reçoit en retour du privilège qu'il accorde? — Un *droit compensatoire* existe-t-il à son profit? — Nous ne le pensons pas, et la convention dont il s'agit n'ayant pas d'*objet* ne peut être valide.

L'hypothèse de M. Masson doit d'abord être écartée. Les puissances catholiques n'ont pu en effet renoncer à l'éligibilité de leurs cardinaux. L'éligibilité pontificale est un droit personnel qui n'appartient pas aux puissances, mais aux seuls cardinaux. Or, on ne renonce pas à un droit dont on n'est point le titulaire.

Outre cela, en supposant même que les puissances aient eu qualité pour renoncer à cette éligibilité, n'est-ce pas tout simplement par expérience qu'elles auraient agi de la sorte? — La majorité italienne n'est-elle pas trop forte dans les conclaves pour qu'un État puisse compter sur le succès de la candidature de l'un de ses

cardinaux? La renonciation dont parle M. Masson serait donc trop platonique pour compenser un droit qui touche aux intérêts primordiaux de la papauté.

Lucius Lector invoque, comme étant l'équivalent recherché, les avantages que retire l'Eglise de son étroite union avec les États.

Oui, l'Eglise avait autrefois sa part d'honneurs, de pouvoir et de richesses dans l'État; elle était un de ses membres, un de ses ordres, une de ses castes, et l'État faisait servir l'Eglise à sa conservation et au maintien des vieilles formules sociales.

Qui donc gagnait le plus à cette union?...

L'Eglise, en tout cas, en retirait des avantages. Une tradition de quinze siècles la liait à l'État dont, par ses origines, ses tendances, elle était en somme l'alliée. Ayant des intérêts à ménager, elle souffrait les empiétements des souverains dans son domaine juridique, elle tolérait les privilèges qu'ils s'arrogeaient vis-à-vis d'elle, et, tout en réservant ses droits, elle déférait aux exclusions du Roi Très-Christien, du Roi Catholique ou de l'Empereur Apostolique. Les papes protestaient contre ce morcellement de la souveraineté du Saint-Siège, contre cette violation de la loi; mais la prudence, qui est

une vertu que l'on pratique à Rome, conseillait la résignation au Sacré-Collège.

Aujourd'hui, les temps sont changés.

Les gouvernements actuels sont loin de professer les sentiments catholiques des souverains d'autrefois, la législation moderne a cessé de s'inspirer de l'esprit chrétien, et le « régime d'étroite union entre l'Église et les États » ne sera peut-être plus bientôt qu'un souvenir du passé.

Longtemps supportée par le Saint-Siège comme un accommodement de politique avec ceux qui l'aidaient et le soutenaient dans sa mission, formée et développée dans un cadre tout autre que celui dans lequel elle pourrait s'exercer aujourd'hui, l'exclusion n'a plus sa raison d'être et son but ne se vérifie plus.

Contraire au principe supérieur de la liberté de l'Église et de la souveraineté pontificale, en opposition formelle avec la législation canonique, le *veto*, dépourvu de tout fondement juridique, apparaît maintenant comme un « anachronisme choquant », une « arme rouillée » qui ne servira plus. Le pape actuel en a ainsi décidé, on le croit du moins et l'on prétend même que la Bulle consacrant la disparition

définitive de l'antique privilège est déjà prête et paraîtra lors de la prochaine vacance du trône pontifical.

Tout l'édifice de l'« Exclusive », comme on disait autrefois, ne repose que sur un principe de convenance que des arguments critiquables ne peuvent transformer en principe juridique. A l'heure actuelle, ce principe de convenance ne s'explique plus et la prudence consiste pour le Saint-Siège à abolir ce vestige des temps passés.

Seule au milieu des peuples, dépouillée de ses attaches terrestres, libérée des compromissions, des alliances et des subordinations séculières, l'Église doit aller indépendante et libre vers le but que Dieu lui a marqué.

ANNEXE

*Extrait de l'article du cardinal MATHIEU,
publié dans la Revue des Deux-Mondes, sous
la signature : Un Témoin, n° du 15 mars 1904.*

Dès le samedi¹, on vit se former deux camps entre lesquels le Sacré-Collège se partagea presque également, on fut pour ou contre le cardinal Rampolla. A vrai dire, il n'y avait pas d'autre débat. « Nous venons de perdre, disaient les partisans du cardinal, un pape qui a relevé le prestige de la papauté à une hauteur extraordinaire. Il a vraiment instruit, édifié, remué le monde entier qui vient de lui rendre, à sa mort, le plus magnifique hommage. Que pouvons-nous faire de mieux que de lui donner pour successeur le confident intime de ses pensées, le collaborateur dévoué de ses grands desseins, le ministre qui l'a servi avec une intelligence, une abnégation auxquelles tous rendent hommage? Chez qui trouve-

1. L'entrée en conclave eut lieu le vendredi 31 juillet 1903.

rons-nous une pareille expérience des affaires et une plus grande sainteté de vie? »

Ainsi pensaient, on peut le supposer, les Français, les Espagnols, un certain nombre de cardinaux étrangers à l'Italie et d'Italiens et qui connaissaient mieux le cardinal Rampolla et lui devaient davantage. Mais ils n'étaient pas organisés : ils ne se concertèrent jamais, ils ne reçurent de personne ni encouragement ni mot d'ordre et ne formaient point ce qu'on appelait autrefois *une faction*. « Rampolla, disait un de ses partisans, est tout le contraire du candidat qui promet et qui régale ».

Le secrétaire d'Etat avait, comme tout premier ministre, des ennemis que la mort de Léon XIII enhardit et rendit bruyants : « Nous ne voulons pas du cardinal inféodé aux Français et protégé par Combes. Il faut un pape qui ne ressemble pas à Léon XIII, un pape religieux, qui ne fasse pas de politique. » Voilà ce qu'on lisait dans les journaux. Voilà les propos qu'en se promenant, on recueillait de la bouche des profonds politiques ecclésiastiques et laïques, qui tenaient le conclave sur la place Colonna ou au Pincio..... Ces exagérations n'avaient pas cours au conclave, mais le cardinal n'y comptait pas uniquement des admirateurs. Il était naturel que les cardinaux de langue allemande ne songeassent point à le nommer. Ils trouvaient, et plusieurs Italiens avec eux, que Léon XIII et son ministre avaient trop exclusivement maintenu la barque de Saint-Pierre dans les eaux françaises où elle n'avait rencontré que des écueils. On affirme que ceux-là votèrent pour le cardinal Gotti.

Quand l'empereur Guillaume vint à Rome, on sait qu'il déjeuna chez son ministre auprès du pape avant de

partir pour le Vatican. Trois cardinaux furent invités par lui : Rampolla, Agliardi et le Préfet de la Propagande. Un des convives, le prince O***, propriétaire du palais de la légation, dit à Gotti : « Eminence, vous vous trouvez ici en qualité d'héritier présomptif. » Cette petite faveur impériale, en effet, fut considérée comme une désignation anticipée pour la succession de Léon XIII. C'est donner beaucoup d'importance à un déjeuner. Il est certain que les mérites du cardinal Gotti suffissent, et au-delà, pour expliquer ses dix-sept voix ; que si les Allemands ont voté pour lui, ils ne l'ont pas soutenu bien énergiquement ; qu'il ne leur a donné aucun gage ; que, devenu pape, il ne se serait inféodé à aucune nation et qu'il aurait gouverné avec l'indépendance et la droiture reconnues de son caractère.

Certains électeurs, enfin, qui ne contestaient pas, dans ses grandes lignes, la politique de Léon XIII, pensaient qu'il valait mieux qu'elle ne continuât pas à être appliquée par la même personne ; que vingt cinq années de règne avaient rendu bien des changements nécessaires, créé ou enraciné plus d'un abus qu'il fallait réformer, et fait surgir plusieurs questions nouvelles qui ne pouvaient être bien résolues que par un homme nouveau. A cette opinion appartenaient, paraît-il, les jeunes et brillants archevêques du nord de l'Italie. Ils disaient : « Nous voudrions un pape qui n'ait été mêlé à aucune polémique, dont le nom signifie paix et concorde ; qui ait vieilli dans le ministère des âmes, qui s'occupe avec détail du gouvernement de l'Eglise, et qui soit avant tout pasteur et père. Ce pape, nous l'avons sous la main. Il a réussi à merveille dans son important diocèse. Il unit un jugement très droit à une grande austérité de mœurs et à

une bonté admirable qui lui a gagné les cœurs partout où il a passé. Nous voterons pour le patriarche de Venise ».

L'élection de Pie X est sortie de ces oppositions coalisées contre le cardinal Rampolla et de la faveur immédiate qui s'attacha au nom de Sarto dont la candidature prit corps et devint très sérieuse, le dimanche matin, au moment où éclatait un incident imprévu dont le retentissement dure encore.

Quelques jours avant le conclave, arrivait à Rome un cardinal autrichien dont on remarqua bientôt la mine austère, les propos édifiants et l'air préoccupé. Il faisait beaucoup de visites et allait d'un cardinal à l'autre en répétant : « Quelle grave affaire ! Prions bien ! Invoquons l'Esprit-Saint ! Unissons-nous... »

Ce que le cardinal n'ajoutait pas, c'est qu'il avait dans sa poche une injonction formelle à l'égard de l'Esprit-Saint, sous forme d'un message qui le gênait beaucoup et qu'il aurait bien voulu faire acquitter par un autre. Il offrit son petit papier à plusieurs en les priant, les suppliant d'en donner lecture à sa place. Le secrétaire du conclave déclara qu'il ne pouvait pas, le Cardinal-Doyen qu'il ne voulait pas. Le dimanche matin, il alla confier son embarras au cardinal Rampolla lui-même qui le renvoya au tribunal de sa conscience, et, au commencement du scrutin, alors que chacun écrivait son vote, le cardinal-évêque de Cracovie demanda la parole et s'exprima littéralement comme il suit :

« Honori mihi duco, ad hoc officium jussu altissimo vocatus, humillime rogare Vestram Eminentiam, prout Decanum Sacri Collegii Eminentissimorum Sacræ

Romance Ecclesiæ Cardinalium et Camerarium S. R. E. ut ad notitiam suam percipiat idque notificare et declarare modo officioso velit; nomine et auctoritate suæ Majestatis Apostolicæ Francisci Josephi Imperatoris Austriæ et Regis Hungariæ, jure et privilegio antiquo uti volentis, veto exclusionis contra Eminentissimum Dominum meum cardinalem Marianum Rampolla del Tindaro.

« Romæ, 2 augusti 1903.

« † J. Card. PUZYNA. »

« Je me fais un honneur, ayant été appelé à cet office par un ordre très haut, de prier Votre Eminence, en sa qualité de Doyen du Sacré-Collège et de Camerlingue de la Sainte Eglise Romaine, de vouloir bien apprendre pour sa propre information et pour le déclarer d'une manière officielle¹ au nom et par l'autorité de François-Joseph, empereur d'Autriche et roi de Hongrie, que Sa Majesté, entendant user d'un droit et d'un privilège anciens, prononce le *veto* d'exclusion contre mon Eminentissime Seigneur, le cardinal Mariano Rampolla del Tindaro. »

La phrase n'est point coulante et elle commence mal. « *Honori duco!* Je me fais un honneur! » Le cardinal n'y mettait point de formes, et ses prédécesseurs en *veto* disaient habituellement : *Doleo*, je regrette.

Cette intervention impériale, inconnue et inattendue du plus grand nombre, ne resta point sans réponse.

1. « Le cardinal prétendait atténuer les termes de sa communication en traduisant « *officioso* » par « *officieux* », mais le contexte, les mots *jussu*, *auctoritate*, *jure* indiquent bien un message officiel. »

Immédiatement, le Cardinal-Doyen se leva : « Cette communication, dit-il, ne peut être accueillie par le conclave, ni à titre officiel ni à titre officieux, et il n'en sera tenu aucun compte. » Puis le cardinal Rampolla, demandant à son tour la parole, protesta en ces termes : « Je regrette qu'une grave atteinte soit portée en matière d'élection pontificale à la liberté de l'Eglise et à la dignité du Sacré-Collège par une puissance laïque. Quant à mon humble personne, je déclare que rien de plus honorable et rien de plus agréable ne pouvait m'arriver. (*Nihil honorabilius, nihil jucundius mihi contingere potebat.*) »

Il dit cela debout, grave et pâle, avec un accent de dignité qui émut l'assemblée et où se révélait toute l'élévation de son âme. Pendant cette minute-là, le cardinal Rampolla ne compta point un seul adversaire dans le conclave !

Nous ne voulons pas ajouter une dissertation à toutes celles qui ont déjà été écrites sur le *veto*. Nous constaterons seulement qu'il produisit sur les cardinaux d'abord, et ensuite sur tous les juges compétents l'effet d'un anachronisme choquant, comparable aux propos et aux procédés les plus arriérés qui aient jamais été reprochés aux revenants de l'émigration. Une fois de plus, l'Autriche méritait l'épigramme de Mallet du Pan : « Les coalisés ont toujours été en retard d'une année, d'une armée et d'une idée. » Il n'y avait qu'à modifier un peu la phrase. Les coalisés retardaient d'un siècle, d'une arme et d'une idée. — Il semble bien, en effet, qu'ils étaient trois, quoique M. le comte Goluchowski ait affirmé que l'Autriche avait agi toute seule ; mais les affirmations des diplomates ont souvent besoin d'être

interprétées par une exégèse spéciale. L'arme qu'ils ont employée était rouillée et ne servira plus; l'idée qu'ils ont méconnue, celle de la liberté parfaite à l'élection pontificale, s'imposera désormais à la conscience publique; et les coalisés, sans le vouloir et sans le prévoir, auront donné le coup de grâce à une institution surannée, car ils ne trouveront plus de cardinal pour parler latin en leur nom¹.

Le bon et docile archevêque de Cracovie apprit, à l'attitude de ses collègues, qu'il y a un autre *veto* que celui dont il s'était fait l'interprète. Pendant trois jours encore, on le rencontra dans les galeries avec sa mine toujours austère et préoccupée, mais il ne parlait plus de l'Esprit-Saint, et, au lieu du *Veni Creator*, il avait l'air de réciter l'*acte de contrition*. On assure qu'il est étonné du bruit qu'il a fait dans le monde et qu'il ne comprend pas la sévérité avec laquelle il a été jugé. « Pourquoi m'écrit-on des lettres désagréables, dit-il, puisque j'ai été la cause de l'élection d'un si bon pape? »

Son Eminence se flatte : elle n'a été cause de rien... Est-il possible de revendiquer comme un succès autrichien l'élection d'un pape venu de cette Venise où la

1. Déjà, en février 1892, la *Gazette de Francfort* disait : « La triple alliance se prépare dès maintenant au futur conclave. L'Angleterre, l'Italie et l'Allemagne auraient décidé l'empereur d'Autriche à faire valoir son droit de *veto*... Le pape est toujours une grande puissance politique, un facteur avec lequel il faut compter. Les États de la triple alliance le savent très bien... Si l'Autriche se sert cette fois de son droit de *veto*, il sera fait en sorte que le cardinal chargé de cette mission n'arrive pas trop tard au conclave. » — Le rédacteur de la *Gazette de Francfort*, en rédigeant sa note, songeait qu'en 1846 Mastaï devint Pie IX malgré le *veto* de l'Autriche. On se souvient, en effet, que le cardinal chargé de le prononcer arriva au conclave cinq jours après l'élection.

plainte de Silvio Pellico et le cri de guerre de Manin retentissent toujours; élevé à une époque où la jeunesse respirait la haine de l'Autrichien avec l'air natal; patriarche de cette basilique de Saint-Marc, où, chaque année, la fête de l'Empereur créait la solitude? Quoi qu'il en soit, il n'y a pas à discuter l'hypothèse. Les témoins les plus autorisés affirment que le *veto* n'a été qu'un incident et, comme le disait l'un deux, un coup d'épée dans le Tibre. Au moment où il se produisit, le Sacré-Collège était divisé au sujet du cardinal Rampolla en deux moitiés égales qui ne se seraient jamais accordées sur son nom, et l'on commençait à redouter un conclave prolongé.

Le *veto* ne passa pourtant point inaperçu. Il fut unanimement blâmé et valut une voix de plus au cardinal Rampolla, qui, le dimanche soir, recueillit trente suffrages au lieu de vingt-neuf. Il y a des pays, il y a des assemblées qui se seraient montrés plus susceptibles et où l'ingérence de l'Autriche eût amené l'élection immédiate du candidat qu'elle repoussait. Une telle hardiesse eût tué le *veto*, mais elle n'était ni dans le tempérament italien ni dans les habitudes des conclaves, et, sans doute, la prudence ne la conseillait pas. Comment blesser à ce point l'Autriche et mécontenter les puissances qui partageaient ses rancunes? ¹ Le résultat du *veto* fut

1. D'après un article que M. Charles Loiseau publia dans la *Renaissance latine* sur : *l'exclusive et l'affaire de Saint-Jérôme*, l'hostilité du gouvernement autrichien contre le cardinal Rampolla venait de ce que l'ancien secrétaire d'Etat avait refusé de se prêter, notamment dans l'affaire de l'Institut de Saint-Jérôme des Esclavons, à la politique suivie à Vienne, à l'égard des slaves d'Autriche et des Balkans. Cette opposition entre le Ballplatz et le Vatican venait de ce que le cardinal Rampolla traitait la question au point de vue des in-

de rendre plus ardent chez tous le désir d'en finir vite et d'accroître l'ardeur des partisans du cardinal Sarto. Déjà, le dimanche matin, il était arrivé à vingt et une voix, en dehors de l'ingérence autrichienne, car les bulletins étaient écrits avant qu'elle se manifestât. Le dimanche soir, il obtint vingt-quatre voix, mais ses amis se heurtèrent alors aux résistances de son humilité, et, au commencement de la séance, en quelques paroles très touchantes, il supplia les cardinaux de ne point penser à lui : « *Sono indegno! Sono incapace! Dimenticatemi!* Je suis indigne! Je suis incapable! Oubliez-moi », s'écriait-il avec une sincérité d'accent qui, malgré lui, augmentait ses chances en augmentant l'estime qu'il inspirait...

Au scrutin du lundi matin, le cardinal Sarto arrivait en tête avec vingt-sept voix, puis venait Rampolla avec vingt-quatre. C'était évidemment pour ce dernier le commencement de la fin; mais il restait à vaincre l'opposition même du cardinal Sarto, qui renouvela immédiatement sa supplication plaintive. Ses amis particuliers s'y employèrent et firent un pressant appel à sa conscience pour le décider au sacrifice. « Il n'avait qu'un mot à dire et l'élection était faite. Ce mot, Dieu et l'Eglise le lui demandaient. Se dérober au fardeau, c'était se dérober à un devoir évident. »

Le mot fut dit, le consentement fut arraché quelques minutes avant le scrutin du soir, et, au commencement de la séance, le cardinal Sarto, cédant aux instances de ses collègues, s'en remettait de son élection à la Provi-

térêts de l'Eglise, tandis que l'Autriche n'avait en vue que ceux de sa politique. Or, ces intérêts se trouvaient être divergents.

(*Journal des Débats*, numéro du 20 décembre 1903.)

dence. Il obtint trente-cinq voix, sept de moins que la majorité nécessaire. Le cardinal Rampolla descendit à seize.

L'élection était assurée pour le lendemain. Le mardi matin, tout commença comme à l'ordinaire. Les trois scrutateurs désignés par le sort furent les cardinaux Cassetta, Mathieu et Martinelli. Leurs opérations furent naturellement suivies avec plus d'attention encore que les jours précédents, et un mouvement marqué se produisit dans l'assemblée quand le nom de Sarto fut prononcé pour la quarante-deuxième fois. Il obtint encore huit suffrages, dix restèrent fidèles au cardinal Rampolla et deux au cardinal Gotti... A onze heures, la voix du vénérable archevêque de Paris proclama que le patriarche de Venise était nommé pape par cinquante voix...

VU : *Le Président de la thèse,*

Toulouse, le 19 janvier 1906.

MÉRIGNHAC.

VU : *Le Doyen.*

DELOUME.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER.

Toulouse, le 24 janvier 1906.

Le Recteur,

Président du Conseil de l'Université.

PERROUD.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE.....	7
INTRODUCTION.....	11

PREMIÈRE PARTIE. — Les Faits.

CHAPITRE I. — L'« inclusive » et l'« exclusive ».....	17
— II. — Procédure.....	28
— III. — Evolution historique du <i>Veto</i> d'exclusion. — L'exclusion matérielle et indirecte. (Seizième et dix-septième siècles).....	37
— IV. — Evolution historique du <i>Veto</i> d'exclusion (<i>suite</i>). — L'exclusion formelle et directe. (Dix-huitième, dix-neuvième et vingtième siècles).....	63

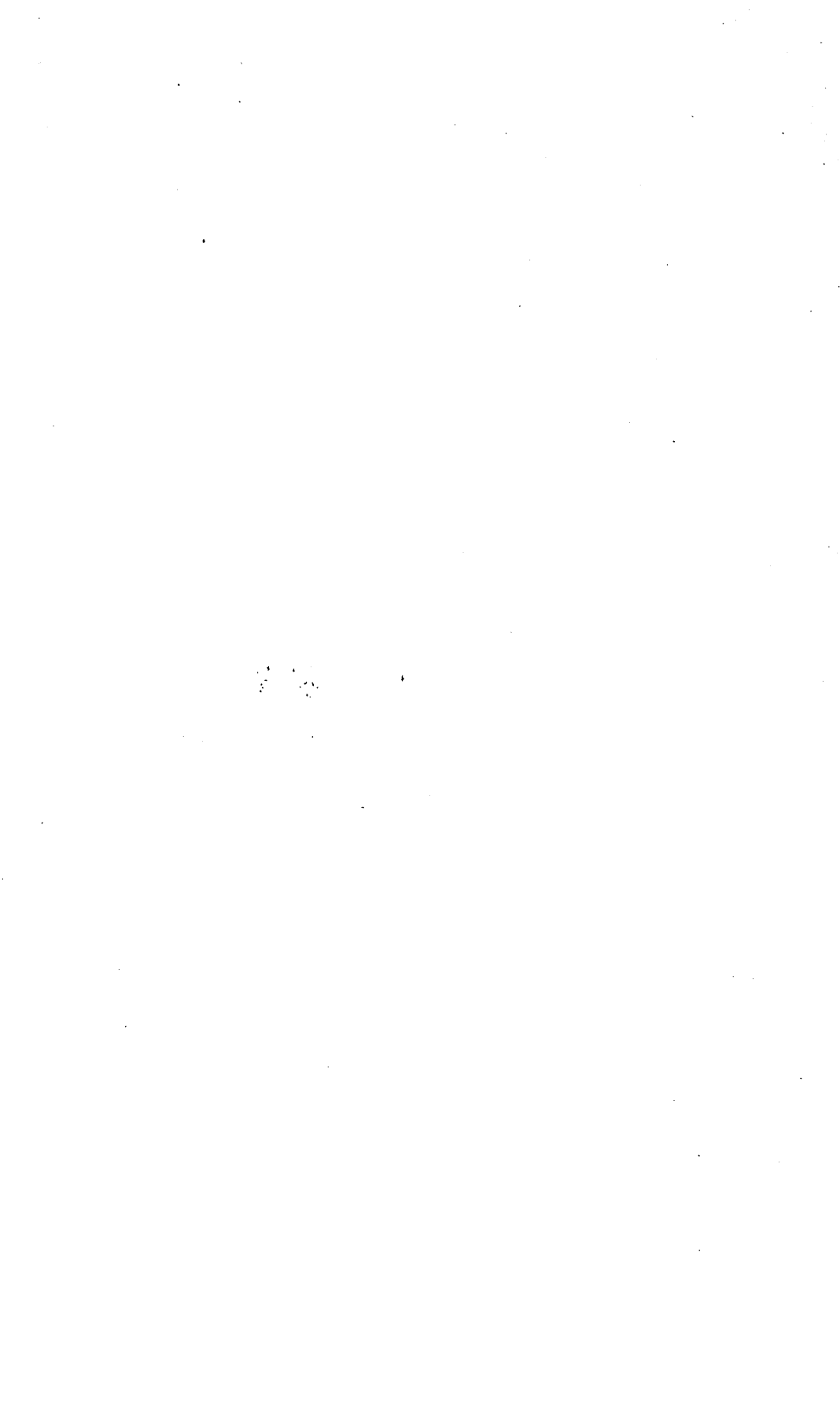
DEUXIÈME PARTIE. — Le Droit.

CHAPITRE I. — Doctrines antérieures au dix-huitième siècle.....	87
---	----

CHAPITRE II. — Théorie impériale.....	97
— III. — Théorie allemande.....	107
— IV. — Théories coutumières.....	122
— V. — Théorie contractuelle. — Conclusion...	146

APPENDICE.

Extrait de l'article du cardinal Mathieu, publié dans la Revue des Deux-Mondes (n° du 15 mars 1904 : <i>Les derniers jours de Léon XIII et le conclave,</i> par un Témoin.)	153
--	-----



3-42000

UNIVERSITY OF CHICAGO



57 882 290